Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 30 septembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°732 ■

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or franchit le seuil historique de 3.800 dollars l'once

P 16

INNOVATION, ENTREPRENEURIAT ET NUMÉRISATION

L'université algérienne fait sa mue

L'université algérienne est engagée dans une transformation profonde qui en fait désormais un levier central de la diversification économique et de la souveraineté nationale. Innovation, entrepreneuriat et numérisation sont devenus les maîtres-mots d'une stratégie ambitieuse qui projette le pays vers l'"Algérie émergente" à l'horizon 2027. P 3

HYDROCARBURES

La société chinoise «Jereh» veut élargir ses investissements en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, lundi, une délégation de la société chinoise Jereh Oil & Gas Engineering Corporation, conduite par son vice-président, Jason Zhen Liu, avec lequel il a examiné les opportunités d'investissement et de partenariat en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

P 2

LANCEMENT DU PROGRAMME « ADIL»

Une nouvelle étape pour le développement local en Algérie

L'Algérie vit aujourd'hui une phase de développement sans précédent, selon le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, qui a prononcé un discours à Alger à l'occasion du lancement officiel du programme «Appui au développement local intégré – ADIL». Il a souligné que les résultats positifs des grands projets menés dans les secteurs du logement, des infrastructures, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale sont désormais visibles sur l'ensemble du territoire national.

P 3

AVEC UN INVESTISSEMENT DE 12 MILLIARDS DE DA

Le Groupe Logitrans renforce sa flotte

Dans le cadre d'un vaste plan de modernisation de la logistique nationale, le Groupe Logitrans s'apprête à acquérir 400 attelages, composés de camions et de citernes pour un montant de 12 milliards de dinars, destinés à renforcer l'approvisionnement en carburant du Grand Sud. Cette décision stratégique, fruit d'une réunion avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a été annoncée par le PDG du groupe, Salem Salhi sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale.

P 5

INDUSTRIE DES BOISSONS

La 4e édition du Salon «BEVALG» se tiendra du 4 au 7 octobre à Alger P 2

AGM-HOLDING

Le ministre de l'Industrie trace la feuille de route P 5

AAPI

Journée d'information sur la réalité et les perspectives de l'investissement à Blida P 6

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Adoption de nouvelles facilitations au profit des opérateurs

Par S R.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouaasim Kouidri, a annoncé hier à El Tarf l'adoption récente de nouvelles facilitations en faveur des opérateurs du secteur pharmaceutique. S'exprimant devant la presse à l'issue d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a expliqué que ces mesures sont introduites par la nouvelle réglementation fixant les éléments constitutifs des dossiers de demande d'agrément pour la création de nouvelles entreprises pharmaceutiques et les modalités de traitement de ces dossiers. Il a précisé que la durée de validité de l'agrément préalable pour les nouvelles entreprises a été prolongée d'un an, passant de une à deux années, offrant ainsi aux investisseurs un délai jugé suffisant pour finaliser toutes les démarches administratives nécessaires à l'ouverture de leurs sociétés. Par ailleurs, M. Kouidri a souligné que l'exigence d'expérience professionnelle pour le pharmacien technicien lors de la création d'une nouvelle entreprise pharmaceutique a été levée. Cette mesure vise à ouvrir des perspectives d'emploi pour de jeunes pharmaciens et à alléger les contraintes rencontrées par les investisseurs dans leur recherche de pharmaciens techniciens.

INTEMPÉRIES À M'SILA

Relogement des habitants des bâtisses menaçant ruine

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, a mis neuf (9) logements à la disposition des autorités locales de la wilaya de M'sila, en vue de reloger à partir de ce lundi les familles dont les habitations menacent ruine suite aux intempéries enregistrées le week-end dernier dans la commune de Sidi Aissa, a indiqué le ministère dans son communiqué. Cette démarche fait suite au constat effectué par les agents d'expertise relevant de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC), en coordination avec la Direction de l'habitat et les autorités locales de la wilaya de M'sila, précise le communiqué. "Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire a décidé, sur instruction du ministre, Mohamed Tarek Belaribi, de mettre neuf (9) logements à la disposition des autorités locales de la wilaya de M'sila, pour le relogement des familles dont les maisons ont été classées dans la case rouge (menace d'effondrement), selon le rapport d'expertise, et d'entamer l'opération lundi, pour assurer leur sécurité", conclut la même source.

HYDROCARBURES

La société chinoise «Jereh» veut élargir ses investissements en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, lundi, une délégation de la société chinoise Jereh Oil & Gas Engineering Corporation, conduite par son vice-président, Jason Zhen Liu, avec lequel il a examiné les opportunités d'investissement et de partenariat en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

Par S R

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de ses cadres, les deux parties ont évoqué l'état de la coopération entre la société chinoise et le groupe Sonatrach, ainsi que les projets en cours de réalisation par "Jereh" en Algérie dans les domaines de l'ingénierie, de l'approvisionnement et de la construction, du développement des champs et du renforcement des capacités de traitement et de compression du gaz naturel produit, dans l'objectif d'améliorer l'efficacité de la production et d'accroître les capacités de traitement, ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Arkab a souligné l'importance de la coopération avec la société Jereh, compte tenu de ses capacités techniques et de ses technologies modernes dans le domaine de l'exploitation et du traitement des hydrocarbures, appelant la société à renforcer sa présence en Algérie et à élargir ses investissements en intensifiant ses échanges avec le groupe Sonatrach et en participant aux prochains appels d'offres internationaux pour des projets d'exploration et de développement d'hydrocarbures.

De son côté, le vice-président de la société chinoise a exprimé le grand intérêt accordé par "Jereh" au marché algérien et à sa contribution au développement de l'industrie pétrolière et gazière en s'appuyant sur les dernières technologies.

Le responsable chinois a également affirmé la disponibilité de la société à élargir ses investissements compte tenu des relations privilégiées unissant les deux pays, notamment dans le secteur des hydrocarbures, a ajouté la même source. Jereh Oil & Gas Engineering Corporation est une filiale détenue en totalité par le groupe chinois Jereh spécialisé dans la fabrication d'équipements et la fourniture de solutions intégrées dans le domaine du pétrole et du gaz. Le groupe, dont le siège social se trouve à Yantai, dans la province du Shandong, a été fondé en 1999 et emploie plus de 9.000 travailleurs à travers plus de 70 pays. Il possède une large expérience en ingénierie, approvisionnement et construction, en traitement et compression du gaz naturel, dans la construction d'usines de liquéfaction et de compression et le développement d'infrastructures de pipelines.

INDUSTRIE DES BOISSONS

La 4e édition du Salon "BEVALG" se tiendra du 4 au 7 octobre à Alger

Par Selma R

La 4e édition du Salon international des boissons et aliments liquides "BEVALG" se tiendra du 4 au 7 octobre au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), ont annoncé hier les organisateurs dans un communiqué.

Cet événement met en avant les mutations profondes de l'industrie agroalimentaire en Algérie notamment et qui contribue à la consolidation de la sécurité alimentaire, la protection du pouvoir d'achat et la montée en compétitivité des produits nationaux sur les marchés africains et méditerranéens, ajoute le communiqué.

Conformément aux orientations des pouvoirs publics en matière de protection du consommateur et de respect des normes internationales, BEVALG «se positionne comme une plateforme opérationnelle : promouvoir la qualité, sécuriser les chaînes d'approvisionnement et préparer une insertion durable et ordonnée du secteur des boissons et aliments liquides dans les marchés régionaux», souligne la même source. Il est prévu des rencontres entre fournisseurs et fabricants en marge du Salon afin de tisser des partenariats productifs, renforcer l'offre locale et lever les contraintes liées aux aléas logistiques mondiaux.

De plus, plusieurs thèmes seront abordés lors de cet évènement économique dont l'ancrage des référentiels de normes et de qualité comme outils pratiques de protection du consommateur, la durabilité des ressources hydriques, le développement des chaînes de valeur du lait et dérivés, ainsi que les perspectives de l'activité emballage. La clôture sera marquée par l'annonce du prix « Meilleure Eau », attribué par vote du public, réaffirmant la centralité du consommateur comme arbitre ultime de la qualité.

BEVALG 2025 trace ainsi un cadre d'action concret où sécurité alimentaire, pouvoir d'achat et compétitivité industrielle convergent. Les résultats attendus sont explicites : alignement renforcé sur les normes, chaînes d'approvisionnement plus résilientes, solutions d'emballage durables et auditables, digitalisation réduisant le gaspillage et accroissant la transparence, et débouchés commerciaux tangibles ouvrant la voie à des contrats mesurables en Afrique et en Méditerranée. Au-delà du format salon, BEVALG devient un outil d'exécution qui accélère la transformation industrielle et traduit les priorités publiques en impacts concrets pour l'entreprise, le consommateur et le marché.

CAAR

Le plan de développement stratégique 2026-2028 au centre des Assises nationales

Par R E.

La compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR) a tenu ses Assises nationales, dont les travaux ont notamment permis de mettre en perspective les priorités futures, dans le cadre de la mise en place du plan de développement stratégique 2026-2028, a-t-elle indiqué lundi dans un communiqué. Tenues les 26 et 27 septembre courant, sous la présidence de DG de la compagnie, Hacène Ouberrane, les travaux des Assises ont constitué "un moment fort" de réflexion et d'échanges autour des grandes orientations de croissance de la compagnie, précise ma même source. Les résultats de ces travaux ont notamment permis de "mettre en perspective les priorités futures, dans le cadre de la mise en place du plan de développement stratégique 2026-2028", souligne la CAAR. Rassemblant plus de 300 participants, dont les cadres dirigeants, les directeurs centraux et régionaux, les cadres supérieurs, ainsi que les directeurs d'agences et les agents généraux d'assurance, ce regroupement s'est fixé pour objectifs "le partage des expériences, la valorisation des bonnes pratiques, la définition de leviers d'amélioration de la qualité de service et de modernisation, ainsi que l'adoption d'une feuille de route prospective et opérationnelle destinée à orienter concrètement les actions de la compagnie à moyen terme", explique-t-on. Plusieurs axes ont été abordés par les participants, dont la gouvernance et l'organisation centrale, le réseau et le développement technico-commercial, la digitalisation et la sécurité des systèmes d'information, la recherche et développement et l'innovation ainsi que le renforcement du contrôle interne.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INNOVATION, ENTREPRENEURIAT ET NUMÉRISATION

L'université algérienne fait sa mue

L'université algérienne est engagée dans une transformation profonde qui en fait désormais un levier central de la diversification économique et de la souveraineté nationale. Innovation, entrepreneuriat et numérisation sont devenus les maîtres-mots d'une stratégie ambitieuse qui projette le pays vers l'"Algérie émergente" à l'horizon 2027.

Par Mourad A.

Intervenant au « Forum El Oula » de la Chaîne I de la radio nationale, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé : «L'université n'est plus seulement un espace de transmission du savoir, elle devient une locomotive de la transformation économique et sociale », en présentant les grands axes de réforme. Au cœur de cette mutation, le concept d'université de 4e génération se structure autour de l'intelligence artificielle, de l'industrie 4.0 et de l'université numérique et entrepreneuriale. Les résultats sont déjà tangibles : 480 spin-off, 1 400 start-up et 2 800 micro-entreprises ont vu le jour dans le sillage des initiatives universitaires, auxquels s'ajoutent 3 400 brevets d'invention déposés. L'ambition est de valoriser la recherche scientifique en la transformant en produits et services utiles à la société et à l'économie. Le ministre a rappelé l'objectif présidentiel de « porter à 20 000 le nombre de start-up d'ici 2029 », une cible qui mobilise l'ensemble des établissements. Pour soutenir cette dynamique, 117 centres de développement entrepreneurial ont été ouverts dans les campus. Ils offrent encadrement et financements adaptés : entre 1 et 2 millions de dinars pour développer un prototype et jusqu'à 10 millions de dinars pour la création de micro-entreprises. «Chaque idée novatrice doit pouvoir trouver les moyens d'être concrétisée », a insisté M. Baddari. Ce dispositif s'appuie sur la collaboration entre banques, fonds dédiés aux start-up et agences nationales, créant ainsi un écosystème favorable à l'innovation.

La réforme passe également par l'adaptation des formations. L'objectif de former 50 000 ingénieurs en informatique entre 2022 et 2026 est en bonne voie, avec déjà plus de 7 000 étudiants inscrits en intelligence artificielle. Cette filière intègre de nouveaux modules liés à l'éthique, à la souveraineté numérique et à la cybersécurité. Parallèlement, 24 nouvelles filières en sciences humaines et sociales ont été introduites, un cursus de prévention et lutte contre la corruption a été ouvert à Alger 2 et Alger 3, et les grandes écoles de Sidi Abdellah proposent désormais des enseignements sur le nationalisme et l'histoire de l'Algérie. « Nous voulons former des compétences complètes, alliant expertise scientifique et responsabilité citoyenne », a souligné le ministre.

L'université ne se limite plus à former, elle innove. Parmi les réalisations phares figurent la première puce électronique 100 % algérienne, en phase de validation, et le premier prototype de voiture électrique, attendu en mars 2026. Ces avancées illustrent l'orientation de la recherche vers des domaines stratégiques tels que l'énergie, l'alimentation, la santé et les technologies de pointe. Cette montée en puissance est accompagnée d'un effort de recrutement : 4 112 nouveaux postes d'enseignants-chercheurs et de chercheurs hospitalo-universitaires seront ouverts en 2025, permettant d'atteindre le ratio d'un enseignant pour vingt étudiants. En parallèle, un concours prévu en octobre portera sur 5 900 postes de médecins résidents, contre 3 300 en 2022, soit une progression de 34 %.

La modernisation touche aussi les services universitaires. L'inscription et la gestion administrative sont désormais totalement dématérialisées, générant une économie de 17 millions de dinars en dix mois, réaffectée à l'amélioration de la restauration et au recrutement.

Le prix du repas étudiant est ainsi passé de 160 à 600 dinars. De nouveaux outils viennent compléter cette digitalisation, à l'image de l'application "MyBus", qui permet aux étudiants de suivre en temps réel leurs transports, ou encore la gestion sécurisée des résidences grâce à un identifiant unique pour chaque étudiant et chaque lit.

Enfin, le ministre a mis en avant le rôle stabilisateur et mobilisateur des organisations étudiantes, qualifiées de véritables partenaires dans la conduite des réformes. « Les résultats obtenus montrent que nous sommes sur la bonne voie. L'université algérienne est aujourd'hui en mesure de contribuer pleinement à la souveraineté nationale et au développement économique », a-il conclu.

PROMOTION DU TOURISME CULTUREL EN ALGÉRIE

Des experts plaident pour l'adoption de l'IA

Les techniques de l'intelligence artificielle (IA) pourraient être un outil important pour promouvoir et développer le tourisme ainsi que pour numériser le patrimoine culturel dont jouit l'Algérie, ont estimé les participants à un Séminaire national sur le thème "La promotion du tourisme culturel à l'ère de l'IA", organisé lundi à Bouira. Lors de cette rencontre organisée par la Direction du tourisme et de l'artisanat en collaboration avec la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, les intervenants, parmi lesquels des enseignants représentant des universités du pays, ont mis l'accent sur l'importance de recourir à la technologie moderne, notamment à l'intelligence artificielle, pour développer le tourisme culturel et numériser le patrimoine à travers le pays. Grâce à l'intelligence artificielle et aux progrès technologiques, le patrimoine culturel matériel et immatériel peut aujourd'hui être préservé, archivé et numérisé, ont souligné les participants à ce Séminaire national qui se poursuivra mardi. "Le tourisme culturel bénéficie des produits issus de l'évolution des technologies de l'information et de la communication, à savoir les outils et concepts favorisant de nouveaux usages et services qui s'adressent aujourd'hui à trois milliards de personnes connectées dans le monde", a souligné Samir Salmi, enseignant à l'université de Jijel. Les applications numériques au service de la culture et du tourisme "ont ouvert de nouvelles possibilités en matière de demande touristique, facilitant la préparation et l'organisation de voyages et de séjours sur Internet", a expliqué M. Salmi. En matière d'offre touristique, ces outils permettent de communiquer plus efficacement sur les atouts des territoires et de développer des initiatives de valorisation des sites touristiques à fort potentiel patrimonial et culturel, selon M. Salmi. "La dématérialisation des offres touristiques peut se faire grâce à l'utilisation de nouveaux outils de médiation (3D, réalité augmentée, surface tactile) et l'interaction avec les utilisateurs", a-t-il ajouté en outre. Au cours de cette rencontre, d'autres intervenants ont évoqué l'impact positif des technologies numériques sur la gestion du territoire et sur la promotion du tourisme sous toutes ses formes. "Aujourd'hui, les technologies numériques sont de plus en plus présentes dans les foyers et le quotidien de chacun. De ce fait, l'économie de la connaissance est confrontée à un défi de taille", a estimé Tahtah Ahmed, enseignant à l'université de Bouira. Dans sa communication, M. Tahtah a estimé que la révolution du numérique impliquait une révision du mode de gouvernance du territoire, ainsi que des actions menées dans les domaines culturel et touristique, qui, a-t-il dit, "doivent sous-tendre un développement économique durable".

LANCEMENT DU PROGRAMME « ADIL»

Une nouvelle étape pour le développement local en Algérie

Par Réda Hadi

L'Algérie vit aujourd'hui une phase de développement sans précédent, selon le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, qui a prononcé un discours à Alger à l'occasion du lancement officiel du programme «Appui au développement local intégré – ADIL». Il a souligné que les résultats positifs des grands projets menés dans les secteurs du logement, des infrastructures, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale sont désormais visibles sur l'ensemble du territoire national. Cette dynamique s'accompagne d'un suivi régulier pour évaluer les impacts et améliorer le cadre de vie des citoyens.

Pour le ministre, les indicateurs économiques actuels sont prometteurs. Ils traduisent une transformation profonde et durable du pays, rendue possible par la mise en œuvre du programme du président Abdelmadjid Tebboune. Celui-ci place le citoyen au cœur du développement et vise un modèle économique et social intégré, reposant sur la durabilité et l'inclusion.

Sayoud a rappelé que d'importants moyens financiers ont été mobilisés, à la fois par le budget de l'État, les collectivités locales et le Fonds de solidarité et de garantie. Ces ressources ont permis le lancement et l'achèvement de projets de développement intégrés, couvrant toutes les communes sans exception. L'approche adoptée a inclus la société civile, ce qui a favorisé la diversification économique des territoires et renforcé la création de richesses et d'emplois, notamment dans les communes les moins dotées en ressources.

Le ministre a insisté sur la nécessité de doter les collectivités locales de capacités accrues afin de répondre aux exigences croissantes du développement. Une réforme globale des lois de la commune et de la wilaya est en cours, pour approfondir la décentralisation et introduire de nouvelles méthodes de gestion. Ces réformes devraient améliorer l'efficacité des assemblées populaires élues dans la prise en charge des affaires locales et encourager la coopération intercommunale afin d'optimiser l'utilisation des moyens matériels et financiers.

M. Sayoud a également plaidé pour une participation accrue des organisations de la société civile, tant dans le choix et la mise en œuvre des projets que dans la gestion de certains services publics locaux. Cette approche participative vise à renforcer la cohésion sociale et à rapprocher davantage les institutions des citoyens.

Concernant le programme ADIL, le ministre a expliqué qu'il s'agit d'un projet ambitieux mené en partenariat avec l'Union européenne et les Pays-Bas. Son objectif est de renforcer les capacités institutionnelles et humaines dans 12 communes pilotes réparties sur les wilayas de Biskra, Tébessa, Tiaret et Mostaganem. Il constitue, selon lui, « une nouvelle pierre à l'édifice » des acquis des précédents programmes de coopération avec l'UE.

M. Sayoud a exhorté l'ensemble des acteurs à œuvrer pour la pérennité des projets financés et à favoriser la création d'emplois durables afin de soutenir la dynamique économique et sociale locale.

L'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado, a pour sa part insisté sur la dimension inclusive et concrète du programme, reflétant une vision partagée entre l'Algérie et l'Europe pour rapprocher les institutions du citoyen.

Il a précisé que le programme financera environ 48 micro-projets dans les quatre wilayas ciblées. Ces projets couvriront plusieurs secteurs clés : la réhabilitation des infrastructures de base (eau potable, assainissement, voirie), le soutien à l'entrepreneuriat local, en particulier dans l'artisanat et l'agroalimentaire, ainsi que l'appui aux initiatives d'économie sociale et solidaire. D'autres actions viseront l'insertion professionnelle des jeunes, l'inclusion des populations vulnérables, l'amélioration des services publics de proximité et la promotion de solutions innovantes pour la gestion durable des déchets. Avec ADIL, l'Algérie et ses partenaires européens misent sur un développement équilibré, participatif et durable, faisant de chaque commune un acteur clé de la transformation nationale.

POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le ministre s'enquiert des conditions d'accueil des étudiants de l'ENSTICP

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a effectué, dimanche soir, une visite à l'Ecole supérieure des technologies de l'information et de la communication et de la poste (ENSTICP), dans le but de s'enquérir des conditions d'accueil et d'hébergement des étudiants, indique un communiqué du ministère. M. Zerrouki a adressé ses sincères félicitations à tous les étudiants de l'ENSTICP, à l'occasion de la nouvelle année universitaire 2025-2026, leur souhaitant "un cursus réussi, jalonné de succès", précise le communiqué. Le ministre s'est adressé particulièrement aux nouveaux étudiants, leur souhaitant la bienvenue dans cet établissement scientifique prestigieux, affirmant qu'"intégrer la formation dans cette spécialité est un premier pas prometteur vers l'accès aux métiers d'avenir, car constituant, aujourd'hui, un pilier essentiel dans l'édification de l'économie de la connaissance et de la transition numérique", ajoute la même source. Dans ce contexte, le ministre a appelé les étudiants à "faire preuve de persévérance et de sérieux dans leur cursus universitaire et à tirer profit de la formation de qualité dispensée et des potentialités assurées par l'école, afin qu'ils soient à la hauteur des prochains défis scientifiques et professionnels et qu'ils puissent contribuer, efficacement, au service de la patrie et à la réalisation des objectifs de développement", conclut le communiqué.

CENTRE DE RÉFÉRENCE DES MALADIES TROPICALES À TAMANRASSET

Un mécanisme de veille et d'intervention rapide

Le ministre de la Santé, Pr .Mohamed Essedik Ait Messaoudène, a affirmé, dimanche à Tamanrasset, que le centre de référence des maladies tropicales contribuera grandement au renforcement du mécanisme de veille et de l'intervention rapide, à travers la vaccination à échelle nationale. S'exprimant à la presse, au terme de sa visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tamanrasset et In-Guezzam, le ministre, qui est accompagné du président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, Pr .Kamel Sanhadji, a indiqué que le projet de centre de référence des maladies tropicale, à réaliser à Tamanrasset, constitue "un acquis important, aussi bien pour la région que pour l'Algérie et les pays du Sahel et d'Afrique de façon générale". Le projet de ce centre, dont le ministre a procédé à la pose de la première pierre de sa réalisation, et pour lequel a été consacré un financement de 300 millions DA répartis en cinq (5) tranches, ''nécessitera une ressource humaine constituée d'experts et de chercheurs pour mener à bien ses missions, a souligné M. Ait Messaoudène.

Et d'ajouter que cette visite lui a permis de s'enquérir de la situation du secteur de la santé et des défis à relever, ainsi que des différents projets et installations en cours de réalisation. Par la même occasion, le ministre de la Santé a annoncé le lancement d'une opération de réhabilitation de l'ancien hôpital de Tamanrasset, pour consolider les capacités du secteur de la santé, signalant aussi l'étude des moyens à même de renforcer les installations sanitaires de la région en médecins généralistes et spécialistes. Mettant à profit cette visite de travail, M.Ait Messaoudène a donné des instructions fermes pour accélérer la réalisation des deux projets d'hôpitaux "60 lits" chacun, au chef-lieu de wilaya d'In-Guezzam et à la daira de Tin-Zaouatine, afin de rapprocher les prestations de santé du citoyen.

A Tamanrasset, le ministre de la Santé a inspecté le projet de centre d'hémodialyse, actuellement à 73% de réalisation, la polyclinique du quartier Sersouf, le service des urgences de l'hôpital ainsi que le siège de la pharmacie centrale au quartier Gataâ El-Oued.

DOMESTIC AIRLINES

Élargir et intensifier le réseau des vols domestiques

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé avant-hier, au Palais du gouvernement, une importante réunion consacrée au suivi des effets des récentes intempéries et à l'examen de la décision présidentielle relative à la création de la nouvelle compagnie aérienne « Domestic Airlines ».

Selon un communiqué du ministère, un exposé détaillé a été présenté sur l'élargissement et l'intensification du réseau des vols domestiques, avec une programmation d'exploitation s'étendant jusqu'en 2026. Le plan comprend également un programme d'acquisition et de renforcement de la flotte aérienne, répondant aux normes les plus élevées en matière de sécurité et de confort.

Le dossier intègre aussi la mise en place de programmes de formation et de qualification au profit des pilotes et techniciens, le développement des services de maintenance et de soutien logistique, ainsi que la création de services spécifiques, notamment pour le transport du personnel du secteur des hydrocarbures. Ont également été abordés les indicateurs opérationnels relatifs au nombre d'heures de vol, aux effectifs employés, aux équipements disponibles et aux coûts financiers liés à la formation et au soutien technique.

Au terme de la réunion, M. Sayoud a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les dessertes aériennes domestiques, particulièrement vers les wilayas du Sud, où la demande de mobilité reste élevée. Il a souligné l'importance d'assurer un transport régulier et fiable au profit des travailleurs des hydrocarbures et des autres secteurs économiques stratégiques.

Le ministre a insisté sur l'impératif de garantir des standards élevés de sécurité et de confort pour les passagers, tout en préservant les emplois et en accompagnant les travailleurs dans cette nouvelle dynamique.

Il a appelé à maintenir un rythme de travail soutenu afin d'installer la nouvelle compagnie comme un acteur national majeur dans le transport aérien domestique.

M. Sayoud a par ailleurs salué « l'engagement du PDG d'Air Algérie, de ses cadres et de ses employés, à contribuer efficacement à la mise en service de ce projet national dans un court délai, en dépit de l'ampleur des défis ».

La création de Domestic Airlines constitue ainsi une étape clé dans la modernisation et l'extension du transport aérien en Algérie, avec un impact attendu sur le désenclavement des régions, la fluidité des échanges et le soutien aux activités économiques nationales.

ALGÉRIE-UE

Examen des moyens du renforcement de la coopération commerciale et économique

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, hier dimanche à Alger, le chef de la délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, Diego Mellado, avec lequel il a examiné les moyens du renforcement de la coopération commerciale et économique commune, indique un communiqué du ministère.

La rencontre, tenue au siège du ministère, s'est déroulée en présence de l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, Mme Katrine From Hoyer, ainsi que de l'ambassadeur du Royaume d'Espagne en Algérie, Fernando Moran, précise la même source.

La réunion a été consacrée à l'examen des «voies et moyens de renforcer la coopération commerciale et économique entre l'Algérie et l'UE, dans le cadre d'un partenariat équilibré et d'une approche gagnant-gagnant», ajoute la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	1,63	6,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,38	-0,01	9,10	5,50	72768	102 966 720,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	0,18	-1,71	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 118,00	2118,00	0,00	-5,39	-6,61	10,10	5,90	2072	4 388 496,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,12	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	2,99	-0,57	3,78	5,25	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	
		Moyenne معدل	Maximum أعلى	Minimum أدنى	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

AVEC UN INVESTISSEMENT DE 12 MILLIARDS DE DA

Le Groupe Logitrans renforce sa flotte

Dans le cadre d'un vaste plan de modernisation de la logistique nationale, le Groupe Logitrans s'apprête à acquérir 400 attelages, composés de camions et de citernes pour un montant de 12 milliards de dinars, destinés à renforcer l'approvisionnement en carburant du Grand Sud. Cette décision stratégique, fruit d'une réunion avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, a été annoncée par le PDG du groupe, Salem Salhi sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale.

Par Mourad A.

Lors de son intervention, Salhi a affirmé que le rôle de Logitrans comme acteur clé de la logistique énergétique et territoriale se trouve consolidé. « Une convention signée avec Naftal permettra d'assurer un acheminement régulier et sécurisé vers les régions les plus reculées du pays », a-t-il précisé. Le groupe déploie une vision de modernisation globale, où la digitalisation occupe une place centrale. Il a déjà lancé un système de gestion électronique des documents et mène des tests pour numériser la facturation avec Naftal. L'objectif est de généraliser ces innovations à l'ensemble des filiales afin d'optimiser les délais et de réduire les charges administratives. Côté maintenance, deux nouvelles unités spécialisées ont été créées pour réduire la dépendance à la sous-traitance et améliorer la disponibilité du parc. Ces efforts s'inscrivent dans une logique de durabilité. Sur le plan territorial, Logitrans se positionne également comme un relais stratégique du désenclavement. La convention signée récemment avec la wilaya de Tindouf pour la gestion du poste frontalier de Tindouf illustre cette ambition, ce site constituant une véritable porte d'entrée vers la Mauritanie et, au-delà, vers l'Afrique de l'Ouest. «Nous sommes convaincus que la logistique est l'un des moteurs de la compétitivité économique. C'est pourquoi nous voulons bâtir un hub national capable de répondre aux besoins de l'industrie, de l'agriculture et du commerce extérieur », a affirmé le PDG.

Créé en 2016, héritier de l'ancienne SNTR fondée en 1967, Logitrans s'impose aujourd'hui comme un acteur incontournable du transport et de la logistique. Son réseau s'appuie sur plusieurs filiales spécialisées et une académie de formation implantée à Bordj El Kiffan, avec des antennes à Skikda, Bir Mourad Raïs et Hassi Messaoud. Avec une flotte de 1 300 attelages propres et près de 2 450 moyens affrétés, le groupe dispose des moyens nécessaires pour accompagner les grands chantiers industriels et miniers. Sa filiale AGEFAL, notamment, est un acteur majeur dans le transport de carburant, de bitume, d'agrégats et de minerais, avec 361 attelages propres et 1 902 affrétés.

Logitrans, partenaire stratégique des grands projets industriels et miniers

Le transport des produits miniers (fer, phosphate, barytine, lithium) ainsi que l'approvisionnement énergétique du Grand Sud comptent parmi les priorités de l'entreprise. En 2023, plus de 4 millions de tonnes de marchandises ont été transportées sur plus de 126 millions de kilomètres, un volume porté à une moyenne de 5 millions de tonnes par an en 2024-2025. « Notre mission est claire : être un partenaire fiable et réactif des projets structurants. Chaque acheminement est un maillon décisif dans la réussite des grands chantiers industriels et miniers », a souligné le dirigeant. Parmi les projets stratégiques figurent la future ligne ferroviaire Tindouf–Béchar, longue de près de 990 km, ainsi que l'accompagnement logistique du méga-projet agricole Baladna à Adrar.

Logitrans accompagne l'essor des exportations algériennes

Si la logistique intérieure est un pilier du développement industriel, l'accompagnement des exportations algériennes constitue un autre axe majeur. En 2025, le groupe a assuré 99 expéditions transfrontalières, dont 49 vers la Mauritanie, 48 vers la Tunisie et 2 vers le Sénégal. Ces opérations participent à l'ouverture de nouveaux corridors commerciaux et à la concrétisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Sa participation à la Foire commerciale intra-africaine a d'ailleurs renforcé son rôle dans l'intégration économique régionale. Les solutions proposées vont au-delà du simple transport : assistance administrative, formalités douanières et logistique intégrée accompagnent les exportateurs algériens. « L'exportation hors hydrocarbures ne peut réussir sans une logistique performante.

C'est la raison pour laquelle nous investissons dans des solutions intégrées, capables de réduire les délais et d'optimiser les coûts pour les opérateurs économiques », a insisté le PDG. Les performances récentes confirment la trajectoire ascendante de Logitrans. Le chiffre d'affaires est passé de 9,2 milliards DA en 2024 à une prévision de 10,5 milliards DA pour 2025. Entre 2020 et 2024, le groupe a investi 8 milliards de dinars dans l'acquisition de matériels de transport et 6 milliards de dinars dans le développement d'infrastructures logistiques. Avec plus de 12 000 collaborateurs, une couverture nationale et régionale et des projets tournés vers l'Afrique, Logitrans assure aujourd'hui plus de 70 % des flux logistiques liés aux grands projets structurants du pays. « Ces chiffres témoignent de notre progression et de notre engagement à accompagner la dynamique économique nationale. Ils reflètent également notre volonté d'anticiper l'avenir en consolidant nos infrastructures et en élargissant notre réseau logistique », a conclu Salem Salhi.

NESDA/ADRAR

Campagne de sensibilisation sur l'appui et l'accompagnement de l'entrepreneuriat

Par R E.

Une campagne de sensibilisation sur l'appui et l'accompagnement de l'entrepreneuriat et l'extension des activités des porteurs de projets, a été lancée dans la daïra de Fenoughil, Sud d'Adrar, à l'initiative de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Menée en coordination avec les divers partenaires, organismes et dispositifs d'appui et d'accompagnement, cette campagne, placée sous le signe "NESDA, solution propice pour étendre vos projets", vise à accompagner les porteurs de projets dans divers segments d'activités, tels que les agriculteurs, les transporteurs et les artisans, a indiqué le directeur de NESDA, Mabrouk Guezziz. Les intervenants, lors de cette rencontre qui a regroupé des porteurs de projets issus de trois communes de la daïra de Fenoughil, première halte de NESDA, ont passé en revue les opportunités et moyens disponibles pour le montage de projets productifs et rentables et les mécanismes de leur extension, à l'instar de la pisciculture qui offre de larges perspectives, et ce, dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'agence tendant à impulser le développent local et durable. La campagne est également mise à profit pour examiner les difficultés rencontrées et leur trouver les solutions appropriées, à travers l'exploitation des opportunités de formation et la conclusion de partenariats entre opérateurs pour un développement harmonieux de leurs projets.

AGM-HOLDING

Le ministre de l'Industrie trace la feuille de route

Par R E.

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a présidé une réunion avec les responsables du Groupe public des industries mécaniques (AGM-Holding), consacrée à l'examen de la situation du groupe public et à l'avancement de ses projets, indique lundi un communiqué du ministère.

Cette rencontre tenue dimanche, au siège du ministère, a été l'occasion de «mettre en avant le rôle central des industries mécaniques dans l'appui aux différents secteurs industriels, logistiques et de services», ajoute le communiqué.

Lors de cette rencontre, les responsables du groupe ont présenté un aperçu global sur les activités du groupe et ses filiales, et débattu des insuffisances et obstacles entravant le bon déroulement de ses activités. A cette occasion, le ministre a souligné l'importance de «coordonner en permanence avec les services du ministère pour une intervention rapide et de remédier à toute entrave pouvant impacter la performance».

Il a souligné également la nécessité d'accroître les capacités productives, et de développer le matériel et les produits pour être au diapason des technologies les plus récentes, précisant que «les industries mécaniques constituent un pilier fondamental de l'économie nationale et contribuent efficacement à l'accroissement du Produit intérieur brut (PIB)». S'agissant du matériel agricole, M. Bachir a mis en avant le lien direct de cette industrie avec l'appui du secteur agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire, appelant à diversifier les produits en fonction des besoins des agriculteurs et à accélérer la production de tracteurs de grande puissance pour répondre à la demande enregistrée. Dans ce contexte, il a souligné la nécessité de développer les partenariats, notamment avec les filiales spécialisées dans la fabrication du matériel destiné au secteur des hydrocarbures, et ce, en coordination étroite avec le secteur concerné. Pour ce qui est de la construction navale, le ministre a appelé à développer cette filière et à accélérer la mise en place des cadres réglementaires à même de garantir la conformité des navires produits localement aux standards internationaux, pour leur permettre de naviguer dans les eaux territoriales et internationales. Les orientations incluent également «l'accélération de la mise en œuvre de la transition numérique à travers les différentes activités du groupe ainsi que l'exécution des projets que prévoit le programme d'action, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer la cadence de la numérisation et à améliorer les modes de gestion et de transparence, et ce avant la fin de l'année».

M. Bachir assure qu' «il suivra personnellement, pas à pas, la mise en exécution de ces orientations», appelant les cadres et gérants du groupe à redoubler d'efforts afin que les industries mécaniques deviennent «un levier essentiel pour le renforcement du PIB et une véritable locomotive de la relance industrielle escomptée», selon le communiqué. La réunion consacrée au Groupe des industries mécaniques s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la série de rencontres entamées par le ministre avec les groupes publics.

LOTISSEMENTS SOCIAUX

Raccordement de 1.050 parcelles à bâtir au réseau d'électricité à El-Meghaïer

Un total de 1.050 parcelles destinées à l'auto-construction dans le cadre du programme des lotissements sociaux au niveau de la commune d'El- Meghaïer ont été raccordées au réseau d'électricité, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la Société de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Cette opération, qui a nécessité une enveloppe de plus de 140 millions de DA, a donné lieu à la réalisation de plus de 20 km de lignes de moyenne tension (MT) et 8,7 km de lignes de basse tension (BT), ainsi que 23 transformateurs électriques, a précisé la même source. Piloté conjointement par la Sonelgaz et la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC) de la wilaya, ce projet entre dans un programme de raccordement des nouveaux quartiers au réseau d'électricité. Il s'inscrit également dans la série des réalisations de l'entreprise durant ces dernières années, qui visent notamment à assurer la continuité du service public et à améliorer la qualité de vie des citoyens, a-t-on souligné.

GUELMA

Production de plus de 3.000 quintaux de gombo

Pas moins de 3.365 quintaux de gombo, une plante appelée localement " Gnaouia ", ont été produits dans la wilaya de Guelma au cours de la saison agricole 2024-2025, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Mme Samira Hellassi, responsable du bureau de vulgarisation agricole, a indiqué à l'APS que les quantités de gombo produites dans la wilaya " renforcent la place de cette culture estivale, qui se présente sous forme de petites capsules pyramidales de couleur verte, dans la wilaya de Guelma ".
Le gombo a été récolté au cours de la campagne de ramassage qui s'étend de juin à fin août et qui a couvert, durant la saison 2024-2025, une superficie totale estimée à 73 hectares, principalement concentrée dans les communes de Nechmaya et de Guelaât-Bousbaâ, dans la partie nord de la wilaya. Selon la même source, le rendement par hectare du gombo a atteint les 46 quintaux, ce qui reflète, a-t-elle affirmé, " une bonne maîtrise de l'itinéraire technique de ce type de légume par les agriculteurs spécialisés ".
Le gombo, planté entre mars et avril, nécessite des soins particuliers tout au long de sa période de croissance et requiert une grande maîtrise des techniques de récolte, surtout que ses arbustes contiennent une substance visqueuse et une couche de poils épineux.
Les producteurs de gombo de la wilaya de Guelma s'occupent généralement de la commercialisation de leur produit par leurs propres moyens, que ce soit en le transportant vers les marchés des wilayas voisines ou en installant de grandes tables près des zones agricoles, le long de la route nationale n 21 reliant Guelma à Annaba.
Il convient de noter que le gombo, très prisé dans l'extrême-est du pays, est utilisé dans la préparation de différents plats ayant un goût délicat et une grande valeur nutritionnelle, ce qui entraîne une forte demande pour ce produit pendant toute la période de récolte et rend ses prix fluctuants, car ils peuvent parfois descendre à 300 dinars/kg et dépasser 1.000 dinars/kg à certaines périodes, selon la loi de l'offre et de la demande.

EL BAYADH

Un programme diversifié pour célébrer la journée mondiale du tourisme

La wilaya d'El Bayadh a célébré, dimanche, la Journée mondiale du tourisme, coïncidant avec le 27 septembre de chaque année, en organisant un programme riche et varié.
Le wali Noureddine Belaribi, accompagné des autorités locales et des responsables du secteur du tourisme, de l'artisanat et des métiers, a présidé les festivités de cette occasion, qui se sont tenues à la Maison de la culture et des arts "Mohamed Belkheir".
L'événement s'est distingué par un programme diversifié avec la participation de nombreux secteurs, partenaires et acteurs, notamment des agences de tourisme et de voyage, des offices locaux du tourisme, des associations locales et de petites entreprises.
La manifestation a inclus l'organisation d'une exposition variée mettant en valeur les potentialités touristiques et culturelles de la wilaya, les différentes agences de voyage et établissements hôteliers, ainsi que les services qu'ils proposent.
Des produits artisanaux variés illustrant la richesse de l'artisanat traditionnel de la région ont également été exposés, en plus d'un espace dédié à plusieurs startups.
Le programme, organisé sous le slogan " Le tourisme et la transition durable ", a porté également sur des activités touristiques des associations , notamment une démonstration du club local de vol libre d'El Bayadh, la présentation d'un modèle de projet hôtelier touristique, des hommages rendus à divers acteurs du secteur, ainsi que des spectacles folkloriques mettant en valeur la diversité culturelle de la wilaya.

BATNA

La route montagneuse de Chlaâlaâ intégrée dans les circuits touristiques

La route montagneuse de Chlaâlaâ, qui traverse le parc national de Belezma, est " désormais dans les circuits touristiques de la wilaya de Batna ", a indiqué, dimanche, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Abdelouahab Memou. S'exprimant en marge de journées portes ouvertes sur le secteur du tourisme dans la wilaya des Aurès, organisées à l'hôtel Chelia de Batna, le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'initiative d'intégrer cette route " s'inscrit dans le cadre du renforcement des circuits touristiques agréés qui sont aujourd'hui au nombre de 12 ".
M. Memou a fait savoir, dans ce contexte, qu'une excursion a été programmée à l'intention des représentants des différentes agences de voyage activant à Batna qui pourront, ainsi, visiter cette route touristique pour l'intégrer aussitôt dans les circuits touristiques inclus dans leurs activités.
Le même responsable a indiqué que l'introduction de nouveaux itinéraires touristiques vise à " faire connaître les riches potentialités touristiques de la wilaya de Batna et à promouvoir cette destination en attirant des touristes nationaux et étrangers grâce à la collaboration des Tour-operator ".
Le directeur du tourisme et de l'artisanat a également fait savoir que le chemin de wilaya (CW) n 161, connu sous le nom de " route de Chlaâlaâ ", a été rouvert en juillet dernier après sa réhabilitation.
Il revêt une grande importance " en raison des paysages naturels magnifiques qui s'étendent le long de son parcours qui commence dans la région d'Oued Lazreg, dans la commune d'Oued Chaâba, pour arriver à Oued El Ma après avoir serpenté au milieu des majestueux cèdres de l'Atlas et au cœur d'une riche végétation constituée d'autres essences et plantes ", selon M. Memou. Fermée depuis des années en raison de son état de dégradation, cette route relie Batna à Oued El Ma en réduisant la distance entre les deux villes à 28 km au lieu de 50 km via l'axe habituellement emprunté en passant par Merouana.

SKIKDA

Ensemencement de 500.000 alevins de dorade royale dans des cages flottantes à la commune d'El Marsa

Pas moins de 500.000 alevins de dorade royale ont été ensemencées en cages flottantes dans la deuxième ferme d'élevage de la commune d'El Marsa (est de Skikda), mise en exploitation en juin dernier, a déclaré dimanche le directeur de la pêche et de l'aquaculture, Naïm Belaakri. Le même responsable a indiqué à l'APS que cette opération est la " deuxième du genre depuis la mise en exploitation de cette ferme avec l'ensemencement de 750.000 alevins "dans cette ferme. Une ferme aquacole, a-t-il ajouté, qui comprend " 6 cages flottantes d'un diamètre de 25 m chacune avec une capacité de production annuelle atteignant 450 tonnes ". M. Belaakri a fait savoir que la " production commerciale " de ces poissons est attendue dans environ 14 mois, c'est-à-dire lorsque les poissons auront atteint la taille réglementaire de 300 grammes/unité permettant leur commercialisation.
Il a également rappelé qu'une première ferme aquacole en milieu marin avait été précédemment mise en service dans la commune d'El Marsa pour l'élevage de dorade royale en cages flottantes (8 cages de 30 m de diamètre), pour une capacité de production annuelle de 750 tonnes, donnant par-là même le coup d'envoi de cette activité dans cette wilaya côtière. Il est également prévu, selon la même source, de réaliser " bientôt " deux autres fermes similaires à Collo (2.200 tonnes/an) et à Kerkera (750 tonnes/an), totalisant 32 cages flottantes, ce qui portera la superficie marine totale dédiée à l'élevage de la dorade royale dans la wilaya de Skikda à plus de 100 hectares, avec un total de 46 cages.
Le directeur de la pêche et de l'aquaculture a également souligné que l'accompagnement administratif est " continu " pour plusieurs autres projets d'aquaculture le long de la côte de la wilaya, et qui ont atteint des étapes " avancées " en matière de procédures. Parmi ces projets, figurent deux fermes d'élevage de moules, une autre pour l'élevage de crevettes, une écloserie pour la production de jeunes dorades royales, en plus d'un projet de création d'une zone d'activités aquacoles dans la commune d'El Marsa.

[LE MONDE DE TRUMP] – EUROPE

«La guerre commerciale américaine sert un nationalisme civilisationnel»

Les négociations de juillet entre Bruxelles et la Maison-Blanche, et l'accord commercial officiellement publié le 21 août, ont mis l'accent sur la logique transactionnelle de l'administration Trump. Or, cet accord ne doit pas faire oublier Munich (les déclarations du Vice-Président Vance lors de la conférence sur la sécurité) et le projet MAGA de rebâtir l'Occident. Quel est l'impact de ce cahier des charges idéologique sur la politique européenne, les relations entre États-membres et celles de l'UE avec les puissances moyennes ? Pour la série [Le monde de Trump], le politologue bulgare Ivan Krastev propose avec un certain pessimisme son analyse, dans un entretien mené par Michel Duclos avec Soli Özel.

1ere partie

INSTITUT MONTAIGNE - On dit généralement que la logique de Donald Trump est purement transactionnelle : pourtant, les objectifs de son administration sont très idéologiques, en particulier en Europe. La sphère MAGA soutient les partis d'extrême-droite, le vice-président J.D. Vance l'a démontré assez clairement lors du discours à Munich de février dernier. Qu'en est-il selon vous ?

IVAN KRASTEV - Donald Trump est peut-être un génie, mais si c'est le cas, il est le génie de l'incohérence : c'est là toute la difficulté, et on ne sait jamais s'il bluffe, pour la simple et bonne raison qu'il l'ignore lui-même. Sa logique transactionnelle est donc moins systématique qu'on ne le dit - ce sont bien des enjeux idéologiques qui déterminent aussi ses relations avec, par exemple, l'Afrique du Sud, l'Europe ou le Brésil. Pour expliquer malgré tout sa politique, il faut observer les deux tendances qui sont à l'œuvre.

D'une part, une politique étrangère "dés-idéologisée". L'obsession pour le déficit commercial nourrit une conception des relations internationales selon laquelle les alliances traditionnelles des États-Unis - jadis considérées comme un des piliers de leur puissance - semblent désormais accessoires, voire nuisibles. Le président considère que les alliances risquent d'entraîner son pays dans la guerre, qu'il exècre et craint. L'attaque sur l'Iran, par exemple, a consisté en une opération ponctuelle.

D'autre part, un nationalisme civilisationnel. Il se définit par la volonté de rebâtir l'Occident sur le christianisme et la "blanchité". Il s'agit d'un nationalisme anhistorique, ou "sans l'Histoire", au sens où il n'est lié ni à un peuple ni à une terre en particulier. Cette deuxième approche se regroupe principalement autour du vice-président J.D. Vance. C'est elle qui guide les choix de politique étrangère en Europe et en Amérique latine, régions géographiques perçues comme nécessaires à l'objectif de reconstruire l'Occident. C'est ainsi que les États-Unis pays ont frappé le Brésil d'une surtaxe punitive de 50 % en représaille aux poursuites engagées contre l'ex-président Jair Bolsonaro, accusé de tentative de coup d'État, alors même que la balance commerciale avec le pays est excédentaire d'environ 200 millions de dollars.

IM - Le Brésil est en effet un cas d'étude parfait. Il montre les limites de la grille d'analyse transactionnelle pour décrypter les ressorts des décisions de Donald Trump : le commerce brésilien est tourné vers la Chine (premier client du pays, 24 % de ses importations et 41 % de ses exportations), les États-Unis auraient tout intérêt à faciliter les liens avec Brasilia.

IK - C'est bien la preuve que la guerre commerciale sert aussi à reconstruire un certain type d'ordre international aux normes de ce nationalisme civilisationnel, notamment promu par le "groupe de Miami". C'est dans cet État de Floride qu'on trouve des personnalités influentes ayant fui les régimes de gauche autoritaire d'Amérique latine tels que le Nicaragua, la Colombie, le Venezuela ou Cuba. Miami joue ainsi, dans la structuration de l'arc d'extrême-droite américaine, un rôle semblable à celui joué par New-York dans les années 40 et 50, quand la ville, creuset du libéralisme durant la Guerre Froide, accueillait les exilés d'Europe de l'Est chassés par les régimes communistes. Ce groupe de Miami est assez influent chez les Républicains et leur poids explique certaines mesures incompréhensibles au seul prisme de l'agenda America First, qui n'ont rien à voir avec l'économie, et tout à voir avec l'idéologie. Alors que Donald Trump est assez opportuniste, ce groupe de Miami est beaucoup plus intransigeant sur certains principes et défend le projet d'un Grand Occident : ces divergences susciteront sans nul doute des tensions.

En Europe, où l'"effet Trump" se fait sentir, on trouve aussi ces partisans du nationalisme civilisationnel, notamment au sein des partis d'extrême-droite alignés sur la ligne MAGA. Le vieux continent a un cycle électoral de retard par rapport aux États-Unis : les effets de cet alignement pourraient donc être plus visibles d'ici quelques temps, mais la poussée de l'extrême-droite recompose d'ores et déjà les équilibres politiques du continent.

Dès lors que l'extrême-droite européenne, naguère souverainiste et ancrée dans la défense de l'État-Nation, devient transnationale, la défense de la souveraineté nationale anti-américaine revient aux partis centristes plus traditionnels. Cela n'est pas sans poser de difficultés pour Donald Trump : dès lors que l'extrême-droite européenne, naguère souverainiste et ancrée dans la défense de l'État-Nation, devient transnationale, la défense de la souveraineté nationale anti-américaine revient aux partis centristes plus traditionnels.

C'est d'ailleurs aussi ce qui se passe en dehors de l'Union européenne : au Canada, le libéral Mark Carney a été investi le 14 mars sur un discours de rupture avec les États-Unis, dont les élections législatives du 28 avril ont montré qu'il était en phase avec les attentes des Canadiens.

L'"effet Trump" est donc à double-tranchant : d'un côté, le soutien et l'alignement de partis européens ou occidentaux avec le projet de l'administration américaine apporte des voix aux partis d'extrême-droite, contribue à leur normalisation et étend ce que le président français Emmanuel Macron appelait, lors de la trentième conférence des ambassadeurs de janvier 2025, l'"internationale réactionnaire". De l'autre, cet alignement pro-américain peut avoir un effet repoussoir pour les électeurs traditionnellement acquis à l'extrême droite, qui se tournent vers les partis centristes. L'extrême-droite, mais aussi les partis traditionnels, sont redéfinis par cet "effet Trump".

IM - Les partis de droite radicale sont bien conscients de ces ambivalences en Europe et le Rassemblement national, ou Giorgia Meloni, prennent garde à ne pas sembler trop proche des États -Unis…

IK - Si l'on se place du côté de l'extrême-droite, toute la difficulté est qu'elle est traditionnellement plutôt antiaméricaine mais que le soutien que lui apporte J.D. Vance la contraint à revoir ses positions pour envoyer un message qui soit davantage "pro-Trump". Il sera extrêmement difficile à l'extrême droite de se maintenir sur cette ligne en cas de lâchage de l'Ukraine par Donald Trump, surtout en Europe de l'Est.

Au-delà des difficultés de positionnement partisan et de stratégie électorale, c'est toute l'Union européenne qui est aux prises avec l'incertitude. Une nouvelle ligne de démarcation se dessine entre l'Europe de l'Ouest, où le sentiment anti-Trump est plutôt majoritaire, notamment en France ou en Allemagne, et l'Europe de l'Est, où c'est beaucoup moins le cas. L'UE a déjà traversé ce genre de divergences liées aux relations transatlantiques, comme lors de la guerre en Irak de 2003. Pourtant, les deux contextes ne sont pas substituables : à l'époque, quelles qu'aient pu être les positions sur le déclenchement de la guerre américaine, un consensus pro-américain prévalait. Ce n'est plus le cas. Désormais, dans une Europe où l'extrême-droite est beaucoup plus puissante à l'Est qu'à l'Ouest, la divergence d'approche est profonde. En Pologne ou en Hongrie par exemple, les pays qui sont directement sur la ligne de front dépendent beaucoup plus des garanties de sécurité américaine que les autres. Ainsi, juste avant l'invasion de l'Ukraine, le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) avait interrogé par sondage les habitants des différents pays d'Europe. À l'Est on craignait une invasion et une occupation tandis qu'à l'Ouest, on avait peur d'une guerre nucléaire. La perception du risque russe n'est pas du tout la même : cela change bien sûr le rapport aux États-Unis.

Il faut donc prendre en compte l'effet Trump dans toutes ses dimensions : tendances partisanes et réalités géographiques, mouvement de fragmentation mais aussi dynamiques de rassemblement. L'évolution des tarifs douaniers sera déterminante : s'ils venaient à augmenter, malgré les négociations de Turnberry en juin, le choc économique aurait un impact politique considérable, mais très variable selon les pays.

IM - Face à ces risques, quelle devrait être, selon vous, la stratégie de l'UE ?

IK - La question est difficile ; l'UE est confrontée à deux pièges. Le premier serait de monter sur ses grands chevaux, et de prendre des mesures de rétorsion symboliques aux effets mal anticipés. Non seulement certains pays européens ont des positions légèrement différentes de Bruxelles sur l'administration Trump, mais surtout tous ne sont pas exposés de la même façon aux États-Unis, notamment l'Italie et l'Allemagne, et Donald Trump cherchera à traiter différemment les pays européens selon leurs positions : cela générera d'importants défis pour l'unité européenne.

Symétriquement, l'autre menace qui pèse sur l'UE serait de vouloir à tout prix se concilier Donald Trump, en minimisant le retournement politique en cours aux États-Unis et au risque de la paralysie politique. S'il fallait donner un conseil à Bruxelles, ce serait de faire preuve d'un peu de "passivité-agressivité" et ce, en agissant sur trois paramètres, qui ne sont pas directement liés aux relations avec les Américains. D'abord, valoriser l'énorme potentiel de l'Union européenne et travailler sur sa compétitivité. Le rapport Draghi montre la voie. Réaliser l'union des capitaux adresserait un signal fort et particulièrement bienvenu en direction d'investisseurs qui, décontenancés par l'incertitude du côté américain, pourraient se rabattre sur l'Europe.

(A suivre)

POUR ACCROITRE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE

La Tunisie élargit l'accès aux semences

En Tunisie, la culture de céréales occupe le tiers de la superficie agricole utile exploitée. Pour le compte de la campagne 2025/2026, le gouvernement renforce son soutien aux agriculteurs, principalement à travers une meilleure disponibilité en semences certifiées.
Le ministère tunisien de l'Agriculture a réussi à mettre à disposition 70 000 tonnes de semences certifiées au profit des agriculteurs des grandes cultures pour le compte de la campagne agricole 2025/2026.
C'est ce que rapporte le média Tunisie Numérique le 25 septembre, citant Hamadi Boubakri, membre du bureau exécutif de l'Union tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP).
Selon les observateurs, il s'agit d'une première dans le pays en comparaison de la campagne précédente, où moins de 25 000 tonnes de semences avaient été distribuées. Cette initiative vise notamment à garantir une meilleure productivité, à réduire la dépendance aux importations et à renforcer la souveraineté alimentaire du pays.
D'après M. Boubakri, la hausse du niveau d'approvisionnement en semences, combiné aux récentes pluies et aux efforts de soutien logistique, offrira aux agriculteurs les moyens nécessaires pour relever les défis de la prochaine saison.
Rappelons qu'en Tunisie, les grandes cultures sont pour l'essentiel constituées de blé dur, de blé tendre et d'orge, mais pour l'heure, les projections de récoltes pour 2025/2026 n'ont pas encore été annoncées. Selon les données officielles, le pays d'Afrique du Nord a produit 1,2 million de tonnes de céréales en 2024/2025, dont 70 % du stock était constitué de blé dur.

SOUTIEN DES CAPACITÉS MANUFACTURIÈRES DES PAYS AFRICAINS

Al-Sissi salue le rôle central de l'Afreximbank

Le président a salué le « rôle important de la banque dans le soutien aux nombreux grands projets de développement en Egypte ».

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a eu une réunion dimanche 28 septembre avec Benedict Oramah, président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), dont le mandat prendra fin en octobre 2025, et George Elomby, le prochain président d'Afreximbank, qui assumera cette fonction jusqu'en 2030, en présence d'Hassan Abdallah, gouverneur de la Banque centrale d'Egypte (BCE), selon un communiqué de la présidence, dimanche 28 septembre.
La réunion a porté sur le partenariat avec la Banque africaine d'import-export et les efforts déployés par celle-ci pour renforcer et diversifier les échanges intra-africains, et accroître la part de l'Afrique dans le commerce mondial, selon un communiqué de la présidence.
« La banque africaine joue un rôle centrale pour soutenir les activités manufacturières et d'exportation dans les pays africains et pour aider ces pays à améliorer leurs performances économiques, ce qui permet de maximiser les avantages de l'accord de libre-échange en Afrique », a souligné le président égyptien.
Al-Sissi a insisté sur le soutien aux efforts africains dans les initiatives visant à réaliser les objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 pour le développement en Afrique.
Le président a salué le « rôle important de la banque dans le soutien aux nombreux grands projets de développement en Egypte ».
Les responsables de la Banque africaine d'import-export ont salué le renforcement de la coopération entre l'Egypte et la banque dans divers domaines, selon le communiqué.
La Banque africaine d'import-export est une institution panafricaine de financement du commerce, créée en 1993 sous les auspices de la Banque africaine de développement. Son siège social est au Caire, en Egypte.
En décembre 2024, la Banque centrale d'Egypte a annoncé son adhésion au Pan-African payment settlement system (PAPSS), le système panafricain de paiement et de règlement administré par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).
Cette initiative, lancée en 2019 lors d'un sommet au Niger et rendue opérationnelle deux ans plus tard, vise à renforcer le commerce entre l'Egypte et les autres pays africains. Ce système de paiement instantané en devises locales à travers les frontières africaines s'intéresse à trois axes fondamentaux: le paiement instantané, le préfinancement et le règlement net.

WETEX 2025

La France renforce sa coopération verte avec les Émirats

La France confirme son rôle de partenaire stratégique en matière d'innovation durable lors du WETEX 2025, le salon de référence au Moyen-Orient pour les technologies liées à l'eau, à l'énergie et à l'environnement. Du 30 septembre au 2 octobre, treize entreprises françaises – dont neuf exposeront pour la première fois – seront réunies sous le Pavillon France, coordonné par Business France, pour présenter leurs solutions innovantes en matière de gestion hydrique, d'énergies renouvelables et de résilience climatique.
La participation française s'inscrit dans les objectifs de durabilité définis par les Émirats Arabes Unis, notamment leur engagement vers la neutralité carbone à l'horizon 2050 et leur Stratégie nationale de sécurité de l'eau pour 2036. Le pays prévoit d'investir plus de 200 milliards d'AED d'ici 2030 pour développer les infrastructures énergétiques durables, tout en réduisant de 21 % la demande en eau, en réutilisant 95 % des eaux traitées, et en abaissant de trois points l'indice national de rareté de l'eau.
« WETEX offre un accès direct aux décideurs de la région et à ceux qui façonnent les projets majeurs de demain. La présence française ici témoigne non seulement de notre capacité d'innovation, mais aussi d'un engagement durable aux côtés des Émirats et des pays du Golfe », souligne Axel Baroux, Directeur Général de Business France pour le Proche et Moyen-Orient.
Le Pavillon France rassemblera un large éventail de technologies conçues pour répondre aux enjeux du climat et des ressources. En matière de solutions hydriques, les sociétés Kumulus SAS et STEM SAS ont récemment été primées lors du Prix Mondial de l'Eau Mohammed bin Rashid Al Maktoum 2025.
Kumulus a été distinguée pour son générateur d'eau atmosphérique fonctionnant à l'énergie solaire, capable de produire jusqu'à 30 litres d'eau potable par jour. STEM a quant à elle été récompensée pour AQUAHIVE, un système de distillation membranaire à haut rendement énergétique, destiné à la purification de l'eau de mer et des eaux usées.
Des entreprises comme Veolia jouent un rôle central dans la stratégie hydrique des Émirats, grâce à des technologies avancées de filtration à barrières multiples et des systèmes de surveillance assistés par intelligence artificielle. Leur présence locale renforcée et leur expérience des partenariats public-privé font d'elles des partenaires de long terme pour le pays.
Le Pavillon France réunit des solutions innovantes : production d'eau à partir de l'air (Air Water Activity, Helio Water), optimisation hydrique (Aquaspot, Cifec), protections anti-inondation (Flowstop), capteurs environnementaux (Hemera, YellowScan), énergies renouvelables (Stolect, Sunstream, Vaisala), automatisation industrielle (Bernard Controls), valorisation des déchets (Leroux et Lotz), et infrastructures hydrauliques (Trouvay & Cauvin).

MAURITANIE

L'Etat accélère la transformation numérique de l'enseignement supérieur

La transformation numérique est perçue comme l'un des piliers du développement socio-économique de la Mauritanie. Cette transformation touche tous les secteurs, dont l'enseignement supérieur.
Les autorités mauritaniennes ont lancé, le jeudi 25 septembre, le service « Tesjil », une plateforme numérique qui dématérialise entièrement le processus d'inscription à l'Université de Nouakchott, la plus grande du pays. L'initiative vise à répondre à la croissance continue des effectifs et à améliorer l'accès à l'enseignement supérieur.
« Cette avancée majeure modernise en profondeur le parcours d'inscription à l'Université de Nouakchott et simplifie la vie des étudiants. Tout se fait en ligne, sans déplacement ni files d'attente. Le portail permet la saisie fluide des données, le paiement des frais via des portefeuilles électroniques, ainsi que l'obtention automatique du numéro d'étudiant, du certificat d'inscription et du reçu de paiement, sous format numérique », explique le ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration dans un communiqué publié sur Facebook.
Cette démarche s'inscrit dans la « Stratégie nationale de l'enseignement supérieur à l'horizon 2030 », adoptée en 2022. Le renforcement du numérique y est identifié comme l'un des deux leviers de mise en œuvre, avec un budget de 86 millions d'ouguiyas (environ 2,14 millions de dollars). L'objectif est de permettre au système universitaire de s'adapter à l'ère numérique en tirant parti de son potentiel pour les apprenants, les enseignants et les administrations.
À travers ce levier, le gouvernement prévoit notamment le développement de l'offre de formation, le développement des compétences et des pratiques pédagogiques innovantes dans le domaine du numérique ; le renforcement de la connectivité haut débit, de l'accessibilité, de la sécurité et des équipements dans les établissements ; la promotion de l'enseignement à distance ; ainsi que le déploiement d'applications de gestion pédagogique, administrative et financière.
Il est important de rappeler que l'intégration du numérique dans le secteur éducatif mauritanien en est encore à ses prémices. La numérisation de l'inscription reste, pour l'instant, limitée à l'Université de Nouakchott, alors que le pays compte onze établissements publics d'enseignement supérieur. Par ailleurs, cette dématérialisation soulève des interrogations sur la capacité des étudiants à en bénéficier pleinement : compétences numériques, accès à Internet, possession d'un smartphone ou d'un terminal compatible, couverture réseau… Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), le taux de pénétration d'Internet en Mauritanie s'élevait à 37,4 % en 2023.

RDC

1 milliard USD d'investissements pour devenir un hub digital d'ici 2030

En Afrique, le numérique est perçu comme un catalyseur du développement socio-économique au cours des prochaines années. En RDC, la GSMA a chiffré le potentiel du numérique à 4,1 milliards $ d'ici 2030.

Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) prévoient d'investir un milliard USD d'ici 2030 afin de faire du pays un hub digital. Le programme d'investissement a été annoncé par Augustin Kibassa Maliba, ministre de l'Economie numérique, au forum « DRC Digital Nation 2030 » organisé le 26 septembre en marge de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, aux États-Unis.

Selon le ministre, les fonds seront principalement consacrés à renforcer la connectivité, considérée comme le « socle incontournable de la digitalisation ».

Si aucun projet spécifique n'a encore été détaillé, cela peut faire référence à l'amélioration des services de télécommunications via des investissements dans les tours télécoms, la fibre optique et autres infrastructures.

Actuellement, selon les données officielles, le taux de pénétration de la téléphonie est de 63 % contre 34 % pour Internet.

Dans un récent rapport, l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) estime à seulement 17 % le taux de pénétration de l'Internet mobile en 2024.

« Avec cet investissement conséquent de l'État de 1 milliard de dollars américains sur fonds propres, étalé sur 5 ans pour le secteur du numérique, tel qu'annoncé par le Chef de l'État, des projets du PNN [Plan National du Numérique « Horizon 2025 », Ndlr] n'ayant pas pu être réalisés faute de financements directs de l'Etat vont pouvoir être exécutés », a déclaré Dominique Migisha, coordonnateur de l'Agence pour le développement du numérique, dans une publication sur X le samedi 27 septembre.

Un nouveau plan stratégique en quatre points

M. Kibassa Maliba a également présenté un nouveau Plan National de Développement du Numérique – Horizon 2030 destiné à coordonner l'action du gouvernement, articulé autour de quatre axes majeurs. Le premier est le développement des infrastructures numériques, incluant la connectivité et les solutions d'hébergement de données.

Le plan prévoit aussi la mise en place de l'e-gouvernement afin de doter la RDC de services publics modernes et digitalisés, conformes aux standards internationaux. Il inclut le renforcement de la gouvernance numérique, notamment à travers des solutions de cybersécurité, et met un accent particulier sur la formation aux compétences numériques, en ciblant les femmes et les jeunes.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie des autorités congolaises de « faire du numérique congolais un levier d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social ». La GSMA estime par exemple que le numérique peut ajouter environ 4,1 milliards $ à l'économie de la RDC d'ici 2029.

Pour le moment, le pays d'Afrique centrale est classé 179e sur 193 en 2024, selon l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) des Nations unies. Le pays a enregistré un score de 0,2715 sur 1, en dessous de la moyenne en Afrique centrale (0,3354), en Afrique (0,4247) et dans le monde (0,6382).

Mais pas sans les acteurs privés

Le ministre a rappelé que l'ambition de faire de la RDC un hub digital ne pourra aboutir sans synergie entre le gouvernement, les institutions publiques et les acteurs privés.

Lors du lancement d'un rapport de la GSMA sur le pays, il avait déjà insisté sur la nécessité d'une coopération solide avec les partenaires africains et internationaux, invitant investisseurs, entreprises technologiques et bailleurs à unir leurs forces avec le gouvernement via des partenariats public-privé, le financement de projets numériques inclusifs et le renforcement des capacités locales.

En marge du forum « DRC Digital Nation 2030 », M. Kibassa a ainsi rencontré l'entreprise américaine Unity Development Fund qui a exprimé son intention d'investir en RDC, notamment dans le numérique. Les projets évoqués portent sur le renforcement des infrastructures digitales, la promotion de l'innovation technologique ainsi que l'appui aux jeunes entrepreneurs du secteur.

Depuis le début de l'année, le gouvernement s'est aussi rapproché de plusieurs partenaires tels que Microlink, Starlink, Nokia, S2T Technopole Elghazela, Genew, Zhongshi Wosen et Trident ainsi que des opérateurs locaux (Africell, Vodacom, Orange, Helios Towers). En février, un protocole d'accord d'un milliard de dollars avait par exemple été signé avec la société indienne General Technologies pour des projets numériques.

En juin, le ministre des Finances, Doudou Fwamba Likunde, a aussi conclu une série d'accords de financement pour un montant total de 1,9 milliard de dollars avec la Banque mondiale, dont 400 millions spécifiquement alloués au numérique. Un montant de 100 millions d'euros (soit environ 117 millions de dollars) est également attendu de l'Union européenne.

INDICE DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

Le classement africain 2025 de l'Institut Fraser

A l'exception d'une pincée de pays qui brillent pour leur libertarianisme, dont la République de Maurice et celle des Seychelles, l'économie de marché se déploie avec difficulté en Afrique, où le dirigisme étatique reste prépondérant.

La République de Maurice reste le pays le plus « économiquement libre » en Afrique, selon un classement publié le 25 septembre 2025 par l'Institut Fraser, un think tank spécialisé basé au Canada. Son rapport « Economic Freedom of the World 2025 » dresse l'état de lieux de la liberté économique dans 165 pays et territoires en s'appuyant sur 45 indices regroupés en cinq grandes catégories.

La taille de l'État (taux d'imposition sur le revenu, propriété publique des actifs, investissements publics, etc.) ; le système juridique et les droits de la propriété privée (indépendance de la justice, ingérence militaire, efficacité policière, etc.) ; la solidité monétaire (croissance de la masse monétaire, inflation, comptes en devises étrangères, etc.) ; la liberté du commerce extérieur (taux moyen des droits de douane, contrôles sur la circulation des personnes et des capitaux, barrières commerciales, etc.) ; et la réglementation (propriété des banques, contrôle des taux d'intérêt, réglementation du travail, etc.).

Chaque indice est noté sur une échelle allant de 0 (moins libre) à 10 points (plus libre). Les notes sont ensuite agrégées à parts égales pour dégager une valeur dans chacune des cinq catégories. Le score global de chaque pays, qui va lui aussi de 0 à 10 points, correspond à la moyenne des notes des différentes catégories. Maurice occupe ainsi le 21e rang à l'échelle mondiale, avec un score 7,76 points. L'État insulaire de l'Océan indien a réalisé ses meilleures performances sur les volets de la liberté du commerce extérieur (8,76 points) et de la solidité monétaire (8,61 points).

Avec un score de 7,58 points, les Seychelles (31e rang mondial) arrivent en deuxième position à l'échelle africaine, devant le Cap-Vert (44e), la Gambie (68e), le Botswana (69e), l'Ouganda (72e), le Kenya (81e) et l'Afrique du Sud (83e). Le Maroc et la Namibie qui arrivent ex æquo au 94e rang dans le classement mondial ferment le Top 10 africain. Les pays les moins libres du continent sur le plan économique sont le Tchad (156e rang mondial), la Libye (157e), l'Algérie (162e), le Soudan (163e) et le Zimbabwe (164e).

À l'échelle mondiale, Hong-Kong reste l'économie la plus libre avec un score de 8,85 points, devant Singapour, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis.

Le classement révèle par ailleurs une corrélation statistique étroite entre le niveau de liberté économique et d'une part le taux de croissance du PIB, d'autre part le niveau de revenu moyen. Cette corrélation s'explique par le fait que les agents économiques sont plus efficaces quand ils disposent d'un droit à l'initiative et sont motivés pour entreprendre, travailler et épargner.

TOGO

Deux emprunts obligataires font leur entrée à la BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) procédera le 3 octobre 2025, à la première cotation de deux emprunts obligataires émis par le Trésor public togolais, a annoncé lundi la place financière régionale.

Les titres, dénommés « TPTG 6,45 % 2025-2030 » et « TPTG 6,60 % 2025-2032 », avaient été émis par appel public à l'épargne du 18 février au 14 mars 2025. L'opération a permis de mobiliser 102,77 milliards de francs CFA (156 millions d'euros).

Au total, 5,88 millions d'obligations à 6,45 % sur cinq ans et 4,39 millions d'obligations à 6,60 % sur sept ans ont été souscrites. Chaque titre, d'une valeur nominale de 10 000 FCFA, bénéficie d'une date de jouissance fixée au 6 mars 2025. La Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) Togo est responsable de l'introduction en bourse qui selon les informations, se fera selon la procédure ordinaire, avec un cours de référence fixé à 10 000 FCFA, identique au prix d'émission.

Pour l'État togolais, cette opération s'inscrit dans une stratégie de financement diversifiée visant à combiner adjudications régulières via UMOA-Titres où 350 milliards FCFA ont été mobilisés cette année et recours aux investisseurs à travers des placements obligataires de plus longue maturité.

Le FMI estime que le déficit budgétaire du Togo s'est établi à 5,9 % du PIB en 2024, après 6,3 % en 2023, et devrait progressivement se réduire pour atteindre 3 % d'ici à 2026, conformément aux critères de convergence de l'UEMOA. La dette publique a, elle, atteint 72,1 % du PIB fin 2024 (4 272 milliards FCFA), contre 63,7 % un an plus tôt, reflet d'un recours accru au financement intérieur.

Côté activité, l'économie togolaise reste résiliente, indique-t-on, avec une croissance de 5,3 % en 2023 et 6,5 % en 2024, portée par les services et les investissements publics. L'inflation devrait reculer à 3 % en 2025, dans la cible fixée par la BCEAO.

La cotation effective de ces emprunts à la BRVM doit permettre une meilleure liquidité des titres et renforcer la confiance des investisseurs, dans un contexte où le pays multiplie les initiatives pour mobiliser l'épargne régionale au service de ses priorités budgétaires.

BOURSE AMÉRICAINE

Wall Street soutenue alors que la menace de fermeture du gouvernement inquiète les investisseurs

Les contrats à terme sur les indices boursiers américains étaient en hausse lundi, amorçant fermement une semaine qui s'annonce mouvementée, alors que les investisseurs attendent les déclarations de plusieurs responsables de la Réserve fédérale et évaluent la menace d'une fermeture du gouvernement.

La publication d'une inflation conforme aux attentes vendredi a permis de maintenir les paris sur une baisse des taux, soutenant les trois principaux indices malgré des pertes enregistrées sur la semaine.
À 10h57 (heure de Paris), les contrats à terme sur le Dow Jones progressaient de 169 points, soit 0,36 %, ceux sur le S&P 500 gagnaient 34,3 points (+0,51 %) et les contrats à terme sur le Nasdaq 100 prenaient 166 points (+0,67 %).
L'attention se porte désormais sur le bras de fer opposant républicains et démocrates concernant le financement du gouvernement, qui fait craindre une fermeture dès mercredi, premier jour de l'exercice fiscal 2026 des États-Unis.
« Si une fermeture intervient et que le Bureau of Labor Statistics ne peut pas publier les données sur l'emploi ou l'inflation, une baisse des taux en octobre risque d'être reportée », a écrit Thomas Simons, chef économiste États-Unis chez Jefferies.
L'administration du président Donald Trump a également menacé de radier définitivement des employés de certaines agences fédérales si les fonds venaient à manquer, ce qui pourrait entraîner une flambée des demandes d'allocations chômage en octobre.
« Nous sommes en terrain inconnu, dans une certaine mesure, il est donc trop tôt pour prédire l'impact final », ajoute Simons.
Ces développements interviennent à un moment crucial pour les marchés, toute perturbation des données économiques pouvant brouiller les perspectives et générer une nouvelle volatilité.
Les responsables de la Fed ont souligné leur approche dépendante des données et la perte de visibilité sur les indicateurs clés pourrait compliquer les décisions de politique monétaire.
Beth Hammack, présidente de la Fed de Cleveland, a déclaré lundi sur CNBC que la banque centrale devait maintenir une politique monétaire restrictive pour contenir l'inflation.
D'autres responsables de la Fed doivent également s'exprimer dans la journée, dont John Williams (New York), Alberto Musalem (Saint-Louis), Raphael Bostic (Atlanta) et Christopher Waller (gouverneur).
Les investisseurs surveilleront de près tout signe d'inquiétude concernant une éventuelle perte de visibilité économique en cas de fermeture.
À l'agenda de lundi figure également l'indice des promesses de ventes de logements pour août, publié par la National Association of Realtors. Indicateur avancé de l'activité immobilière, ce rapport intervient alors que le secteur souffre toujours de taux hypothécaires élevés.
Avant l'ouverture, les actions américaines de sociétés liées au cannabis progressaient, Canopy Growth et Cronos Group grimpant respectivement de 21 % et 11 %. Donald Trump a partagé dimanche une vidéo vantant les bienfaits pour la santé du cannabidiol dérivé du chanvre.
Electronic Arts reculait de 1 % après avoir clôturé en hausse de 15 % vendredi. Selon des sources proches du dossier citées par Reuters, l'éditeur de jeux vidéo serait en discussions avancées pour un rachat visant à le retirer de la cote, pour une valorisation d'environ 50 milliards de dollars.

MARCHÉS EN ASIE

Les Bourses hésitantes

Les Bourses asiatiques offrent des tendances contrastées lundi, partagées entre une inflation américaine conforme aux attentes, le risque d'un blocage budgétaire à Washington. A la Bourse de Tokyo vers 02H30 GMT, l'indice vedette Nikkei abandonnait 1,01% à 44.892 points et l'indice élargi Topix 1,78% à 3.130 points.
Dans le reste de l'Asie, en revanche, les marchés emboîtaient le pas à une hausse de Wall Street en fin de semaine dernière: la Bourse de Séoul gagnait 1,31%, Sydney 0,64% et l'indice hongkongais Hang Seng 1,29%. Le marché du pétrole se repliait face aux anticipations d'une nouvelle augmentation de l'offre des pays producteurs en novembre lors d'une prochaine réunion, de quoi exacerber les craintes d'une surabondance d'or noir. Vers 03H00 GMT, le baril de WTI nord-américain cédait 0,67% à 65,28 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,51% à 69,77 dollars.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le vert, les yeux rivés sur le risque de "shutdown" aux USA

Les principales Bourses européennes avancent en début de séance lundi, alors que les investisseurs se préparent à une possible fermeture partielle des administrations fédérales américaines ("shutdown"), qui retarderait la publication du rapport sur l'emploi pour le mois de septembre et d'une série d'autres données clés.
À Paris, le CAC 40 gagne 0,09% à 7.877,81 points vers 07h07 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,19% et à Londres, le FTSE 100 monte de 0,26%.
L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,19%, le FTSEurofirst 300 avance de 0,14% et le Stoxx 600 prend 0,17%.
Ce lundi, le président américain Donald Trump rencontrera les principaux dirigeants démocrates et républicains du Congrès afin de discuter de la prolongation du financement du gouvernement.
Sans accord, un "shutdown" débuterait mercredi, date à laquelle les nouveaux droits de douane américains sur les poids-lourds, les produits pharmaceutiques et bien d'autres entreront en vigueur.
"Si la fermeture se prolonge au-delà de la réunion de la Fed, celle-ci s'appuiera sur des données privées pour prendre ses décisions politiques", selon les analystes de BofA.
"À la marge, nous pensons que cela pourrait réduire la probabilité d'une baisse en octobre, mais seulement de façon marginale", estiment les analystes de BofA.
Aux valeurs, Exosens progresse de 3,29% après avoir annoncé lundi la signature d'un contrat "majeur" d'approvisionnement avec le ministère espagnol de la Défense.
En revanche, Stellantis est dans le rouge, abandonne 2,13% après avoir annoncé lundi la nomination de Joao Laranjo au poste de directeur financier ("Chief financial officer"), avec effet immédiat.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Septembre 2025
Valeur : 01 Octobre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.5430	129.5580
1	EUR	EURO	151.9539	151.9845
1	GBP	POUND STERLING	174.1403	174.2776
100	JPY	JAPANESE YEN	87.1170	87.1564
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1996	18.2025
1	CHF	SWISS FRANC	162.7220	162.8636
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0424	93.0733
1	DKK	DANISH KRONE	20.3578	20.3618
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8067	13.8108
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.0065	13.0116
1	AED	UAE DIRHAM	35.2651	35.2769
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5393	34.5451
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.5919	424.7803
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.1040	44.5473
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2399	14.2415
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8943	24.0167
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2443	3.2544
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.9107	176.9107

CAC40

En légère hausse avant une semaine chargée

En progression de 0,2% vers 7886, le CAC40 débute la séance du bon pied à la Bourse de Paris, pour une semaine qui s'annonce riche en données macroéconomiques, tant de l'autre côté de l'Atlantique que sur le vieux continent. 'Le point culminant de la semaine aux Etats-Unis sera le rapport sur l'emploi de septembre', souligne Bank of America, qui anticipe à ce sujet des créations de postes non agricoles stables à 65 000, au-dessus du consensus, et un taux de chômage maintenu à 4,3%. 'Ce rapport sur l'emploi sera sans doute l'élément d'information le plus important pour le FOMC (comité de politique monétaire de la Fed) d'octobre, mais il existe des risques de publication retardée en cas de fermeture du gouvernement', prévient l'établissement américain.
Avant cette publication majeure prévue vendredi, sont aussi attendues aux Etats-Unis l'indice de confiance du consommateur du Conference Board, l'enquête ADP sur l'emploi privé ou encore les indices d'activité PMI et ISM.
'Dans la zone euro, tous les regards seront tournés vers l'inflation de septembre', estime BofA, qui s'attend à ce que la flambée des prix à la pompe entraîne une accélération de la hausse des prix à la consommation à 2,2% en données totales comme sous-jacentes.
Toujours en Europe, les investisseurs devraient aussi se montrer attentifs à l'indice du sentiment économique dans la zone euro, à une seconde estimation de la croissance au Royaume-Uni pour le deuxième trimestre, ainsi qu'aux indices PMI.
Dans l'actualité des valeurs à Paris, Exosens annonce avoir remporté en Espagne un contrat portant sur 17 000 monoculaires de vision nocturne NVLS (Night Vision Lasers Spain), utilisant ses tubes intensificateurs 4G 16 mm, qui seront livrés entre 2025 et 2028.
Le groupe agroalimentaire Bonduelle publie un résultat net de -11,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2024-25, contre -119,8 MEUR l'exercice précédent, et une marge opérationnelle courante de 3,8%, en hausse de 0,1 point en comparable.
La société de solutions numériques en santé Equasens présente un résultat net stable (+0,3%) à 18,1 millions d'euros et un résultat opérationnel courant en légère hausse de 1,2% à 21,1 MEUR au titre de son premier semestre 2025.

BUDGET

Les États-Unis menacés d'un «shutdown», les républicains prêts au dialogue

À deux jours de l'échéance, Donald Trump et les républicains affichent une volonté de dialogue avec l'opposition pour éviter une paralysie de l'État fédéral. Les démocrates exigent toutefois de véritables négociations sur les dépenses sociales.

Le spectre d'une paralysie budgétaire plane à nouveau sur Washington. Le Congrès doit impérativement adopter un budget, même temporaire, d'ici mardi pour éviter un « shutdown » qui mettrait à l'arrêt une large partie des services fédéraux et plongerait des centaines de milliers de fonctionnaires au chômage technique.
« Donald Trump est ouvert à la discussion et veut agir de bonne foi », a assuré dimanche le président républicain de la Chambre, Mike Johnson, sur la chaîne Fox News.
Le chef de l'exécutif doit rencontrer lundi l'opposition démocrate, après avoir annulé une première rencontre la semaine dernière. Le chef de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a confirmé sa participation : « Cette réunion est une première étape, mais nous avons besoin d'une négociation sérieuse », a-t-il déclaré sur NBC. Il insiste sur la nécessité de trouver un accord « qui réponde réellement aux besoins du peuple américain sur la santé, la sécurité et le bien-être économique ».
Les républicains disposent d'une majorité dans les deux chambres, mais doivent obtenir au moins sept voix démocrates au Sénat pour valider tout texte budgétaire. Leur proposition actuelle prévoit un financement de sept semaines, jusqu'à fin novembre. Les démocrates réclament au contraire le rétablissement de plusieurs centaines de milliards de dollars de dépenses en matière de santé. « J'espère que nous éviterons le shutdown », a déclaré Hakeem Jeffries, chef de la minorité démocrate à la Chambre, lors d'une interview sur ABC.
En mars dernier, face à la même menace, dix sénateurs démocrates avaient accepté à contrecœur de voter le plan républicain, malgré de lourdes coupes budgétaires et le licenciement de milliers de fonctionnaires.
Cette fois, l'impasse pourrait être plus lourde de conséquences. Selon la presse américaine, la Maison Blanche envisage des licenciements massifs et permanents dans les agences fédérales si aucun accord n'est trouvé d'ici le 30 septembre.

BUDGET 2026

L'Allemagne prévoit des investissements records

Le gouvernement allemand investit massivement pour relancer la croissance, renforcer la compétitivité de l'économie et sécuriser les emplois. Le ministre des Finances, Lars Klingbeil, a présenté cette semaine au Bundestag un projet de loi de finances qui prévoit 126,7 milliards d'euros d'investissements publics en 2026. Ces sommes records serviront notamment à rénover des infrastructures « qui ont été négligées pendant des années », a-t-il souligné. Le projet de loi de finances pour 2026 prévoit 520,5 milliards d'euros de dépenses dans le budget principal, avec un recours à l'endettement à hauteur de 174,3 milliards d'euros. À cela s'ajoutent les dépenses du fonds spécial pour les infrastructures et la protection du climat, ainsi que le fonds spécial pour la Bundeswehr et le fonds pour le climat et la transformation – qui portent le montant des dépenses à près de 630 milliards d'euros. M. Klingbeil a évoqué le « changement de paradigme budgétaire » que constitue ce recours accru à l'endettement. Cette offensive pour l'investissement doit financer une vaste modernisation du pays : voies ferrées, ponts, routes, écoles, crèches, construction de logements, numérisation, infrastructures hospitalières, protection du climat, sécurité intérieure et extérieure.

Appel à des réformes structurelles

Le gouvernement de Friedrich Merz s'est fixé trois grandes priorités pour relancer la croissance : investir, mener des réformes structurelles et consolider le budget.
Devant les députés, M. Klingbeil a mis en avant la nécessité de réformes pour réduire l'excès de bureaucratie, soutenir l'économie et préserver les missions de l'État social. Il convient, a-t-il exposé, de mettre l'emploi au centre pour créer de la croissance, réduire les dépenses sociales et accroître les recettes publiques. Le gouvernement entend réformer l'État social pour lui permettre de continuer à remplir sa mission d'aider ceux qui en ont besoin.
« Pour que notre économie soit à nouveau florissante, nous avons un certain nombre de choses à faire », a également affirmé Friedrich Merz. Selon le chancelier, l'Allemagne, et toute la communauté de valeurs occidentales, se trouvent devant les défis les plus exigeants de l'histoire contemporaine. Cela a des conséquences sur l'économie. « Nous devons agir », a-t-il affirmé.

COMPAGNIE AÉRIENNE LUFTHANSA

Vers la suppression de 4000 postes d'ici 2030

Le groupe aérien allemand a dévoilé un large plan de suppressions de postes, principalement dans les services administratifs. Cette réorganisation marque la plus forte réduction d'effectifs de l'entreprise depuis la crise du Covid-19.
Le premier groupe aérien européen Lufthansa a annoncé ce lundi la suppression de 4000 postes d'ici 2030, essentiellement en Allemagne, dans le cadre d'un plan visant à renforcer sa rentabilité. Cette réduction d'effectifs, la plus importante depuis la pandémie de Covid-19, se fera «en concertation avec les partenaires sociaux» et l'«accent sera mis sur les postes administratifs plutôt que sur les fonctions opérationnelles», a précisé l'entreprise allemande dans un communiqué publié lors de la journée investisseurs du groupe. L'Allemagne et certains de ses fleurons sont plongés dans la crise, avec une récession deux années de suite et un chômage au plus haut depuis une décennie. En cause, de multiples facteurs: la concurrence chinoise, le prix de l'énergie, le retard du déploiement de nouvelles technologies... Jeudi, c'était le premier équipementier automobile mondial Bosch qui annonçait la suppression de 13.000 postes supplémentaires d'ici 2030 en Allemagne.Le groupe Lufthansa, qui emploie 103.000 personnes dans le monde à travers les compagnies Lufthansa Airlines, Austrian, Swiss, Eurowing, Brussels Airlines et ITA airways, ainsi que ses branches cargo et maintenance, réduira ses effectifs via la numérisation, l'automatisation et la rationalisation des processus, précise-t-il. Il s'est fixé de nouveaux objectifs financiers pour la période 2028-2030 : une marge opérationnelle ajustée (EBIT) de 8 à 10%, un rendement ajusté des capitaux employés avant impôts de 15 à 20% et un flux de trésorerie disponible ajusté supérieur à 2,5 milliards d'euros par an.
Lufthansa prévoit par ailleurs d'acquérir plus de 230 nouveaux avions d'ici 2030, dont 100 long-courriers, dans ce que la compagnie décrit comme «la plus vaste modernisation de flotte de son histoire». Le groupe aérien reste sur une chute de son bénéfice en 2024, année marquée par des grèves et par la normalisation des prix du transport aérien après les hausses post-pandémie. Il fait désormais face à une nouvelle menace de conflit social, alors que les pilotes doivent voter mardi sur un mouvement de grève organisé par le syndicat de leur profession Vereinigung Cockpit.

TÜRKIYE INNOVATION WEEK 2025

Environ 100 intervenants et des milliers de participants attendus cette année

La Türkiye Innovation Week (TIW25) débutera le 9 octobre à Istanbul, au Centre des Congrès de Halic, avec le thème : « Demain : Aujourd'hui, le futur n'a jamais paru aussi proche », mettant l'accent sur l'intelligence artificielle (IA) et la compétition. Selon Kutlu Karavelioglu, vice-président de l'Assemblée des exportateurs turcs (TIM), l'événement de trois jours proposera un programme riche : scène principale, scènes secondaires, espaces d'expériences numériques, masterclass et ateliers. Plus de cent intervenants et des milliers de participants sont attendus dans sept halls différents.
Karavelioglu a précisé que l'événement vise à montrer au monde que la Türkiye prend toutes les mesures nécessaires pour son avenir, alors que l'intelligence artificielle transforme tous les secteurs, de la production à l'éducation, de la santé à la finance, et au-delà.
Il a ajouté que l'édition de cette année abordera des thèmes clés tels que : l'impact de l'IA sur la concurrence mondiale, l'initiative turque en matière d'IA, les changements de design dans les industries créatives, l'évolution des modèles de travail et de carrière, la création d'entreprises d'IA valorisées à un milliard de dollars, ainsi que les visions et modèles de réussite des différents pays.
Karavelioglu a souligné que l'événement présentera un solide panel d'intervenants, dont Pierluigi Collina, « la légende vivante du football » et président du Comité des arbitres de la FIFA.
Il a précisé que l'édition de cette année aborde l'innovation comme une transformation de la culture, des modes de pensée et des valeurs sociales.
« Nous avons développé des programmes d'innovation durables, en ligne avec nos nouveaux objectifs et stratégies », a-t-il ajouté.
Il a évoqué InovaTIM, lancé lors de la Türkiye Innovation Week 2015, devenu l'un des plus grands écosystèmes d'innovation ouverte du pays, offrant aux lycéens et étudiants universitaires des formations en intelligence artificielle, technologies, recherche et développement, ainsi qu'en entrepreneuriat.
Karavelioglu a souligné que l'innovation est l'un des leviers clés permettant à la Turquie d'atteindre son objectif de figurer parmi les 10 principaux exportateurs mondiaux.
Il a ajouté que TIM a conçu ses stratégies d'innovation en cohérence avec le processus de transformation numérique et écologique de la Turquie, afin d'assurer la durabilité. De plus, TIM et l'Institution turque de recherche scientifique et technologique (TUBITAK) ont lancé un programme de mentorat en technologies d'innovation verte dans le cadre du Türkiye Green Industry Project, initié par TUBITAK et l'administration des PME (KOSGEB), financé par la Banque mondiale et coordonné par le ministère turc de l'Industrie et de la Technologie.
« Notre plateforme de durabilité alimentée par l'IA, GREENTIM, sert les exportateurs », a-t-il expliqué. « Les entreprises peuvent effectuer les analyses requises pour le Pacte vert européen ainsi que les calculs des émissions de carbone selon la norme ISO 14064-1.» « La Türkiye Innovation Week est notre plus grande plateforme incarnant cette intégration stratégique », a-t-il ajouté.

CAPABLE D'ENFILER UNE AIGUILLE »

Elon Musk donne des nouvelles d'Optimus

Tesla communique sur les progrès de son robot humanoïde Optimus. L'entreprise développe sa production et travaille à rendre les mains suffisamment précises pour accomplir des gestes complexes.

Tesla poursuit le développement d'Optimus. L'année dernière, lors de l'événement « We, Robot », le robot a servi des boissons et interagi avec les participants. Il a même démontré ses talents de danseur. Ces démonstrations ont permis d'évaluer ses capacités et de détecter les points à améliorer.
Elon Musk a affirmé qu'Optimus pourrait représenter l'essentiel de la valeur future de Tesla et qu'il pourrait devenir le produit le plus important de tous les temps. Il a comparé le robot à C-3PO et R2-D2 pour illustrer son rôle potentiel dans la vie quotidienne.
Les équipes se concentrent désormais sur la précision des mouvements et sur la coordination des doigts. Chaque geste doit être fluide et contrôlé, afin que le robot puisse fonctionner à la maison ou dans un cadre professionnel. Ces expérimentations préparent le terrain pour des tâches complexes et répétitives.

Optimus pourrait représenter environ 80 % de la valeur de Tesla

Elon Musk a indiqué qu'Optimus dammerait le pion au produit phare de Tesla: la voiture électrique. Il l'a précisé lors de la conférence sur les résultats du quatrième trimestre 2024 et dans un récent tweet : « Optimus représenterait environ 80 % de la valeur de Tesla ».
Il faut dire que chez Tesla, on ne va paschômer pour… Optimiser Optimus. Le robot doit accomplir différentes missions. À la maison, il peut servir, transporter des objets ou interagir avec les habitants. Dans un cadre professionnel, il pourrait assister dans des tâches répétitives ou nécessitant de la précision.
Tesla évoque un marché mondial potentiel de plus de 10 milliards d'unités. Le prix unitaire pourrait atteindre 20 000 dollars si la production se fait en grande quantité.
À ce prix, forcément, les tests et les essais ne laissent rien passer. Les ingénieurs ajustent le matériel et le logiciel pour garantir la fluidité et la précision des gestes. Chaque expérience permet de mesurer la coordination, la stabilité et l'efficacité des mouvements. Les données recueillies orientent directement les prochaines modifications et préparent Optimus à des applications domestiques et professionnelles.
Au fil des essais, le robot s'approche d'un niveau tel niveau de précision qu'il peut accomplir des tâches fines et répétitives sans assistance. Chaque amélioration des mains, chaque ajustement du logiciel, contribue à rapprocher Optimus de cette capacité, jusqu'à pouvoir enfiler une aiguille.

Tesla augmente la production tout en perfectionnant la dextérité d'Optimus

Tesla prévoit de produire 5 000 robots en 2025 et un million d'unités annuelles d'ici à 2030. Chaque étape de la fabrication demande donc précision et contrôle. Comme on l'a dit, les mains d'Optimus doivent pouvoir enfiler une aiguille, ce qui demande des mécanismes nouveaux et des réglages constants. Ces contraintes mobilisent les équipes sur les détails les plus fins du robot et influencent directement le travail quotidien sur la production.
Elon Musk a déclaré : « Tesla travaille d'arrache-pied pour développer Optimus ». Les ingénieurs testent plusieurs configurations pour les articulations et la coordination des doigts. Chaque essai génère des données qui améliorent les mouvements et réduisent les erreurs mécaniques. Ces informations sont ensuite appliquées à la production pour renforcer la fiabilité et préparer les cycles suivants.
Chaque ajustement dans l'usine se nourrit des essais précédents. Les ingénieurs vérifient la synchronisation des mouvements, la stabilité des gestes et la qualité de l'interaction avec l'homme. Ces vérifications permettent de progresser de manière mesurée, tout en accélérant le rythme de fabrication.

Source : Teslarati

La somme monstre que réclame cet employé de Tesla douloureusement agressé par un robot

Un employé de Tesla accuse son entreprise de négligence à la suite d'un accident du travail. Et il demande comme compensation une somme folle !
Chez Tesla, on travaille sur des productions de pointe, comme les robots Optimus. Les chaînes d'assemblage sont en conséquence particulièrement complexes, et elles peuvent être le théâtre d'accidents. Mais comme on est aux États-Unis, c'est le genre d'affaires qui peut rapidement générer de très gros chiffres !

Un technicien de Tesla demande 51 millions de dollars pour un accident du travail

Elon Musk est en général sans pitié avec les employés de Tesla, avec une certaine capacité à rapidement les renvoyer. Mais de l'autre côté, on n'hésite pas non plus à frapper fort. Comme nous le montre cette histoire rapportée par le média The Independent.
D'après ce dernier, un ancien technicien de l'usine Tesla de Fremont a porté plainte contre Tesla, afin d'obtenir 51 millions de dollars de compensation. Peter Hinterdobler, 51 ans, affirme en effet avoir subi un accident du travail lui ayant déjà coûté 1 million d'euros de frais médicaux, et s'attend à ce que la suite de ses soins nécessite le paiement de 6 millions de dollars supplémentaires.

Un robot qui n'aurait pas été sécurisé

Il faut dire que l'accident, qui a eu lieu le 22 juillet 2023, a tout l'air d'être particulièrement grave. Alors qu'il démontait un robot, il affirme que le bras de la machine se serait relâché de manière inattendue, le heurtant avec la force d'un contrepoids de 3600 kilos.
Pour Peter Hinterdobler, cet accident serait dû à une non-sécurisation du robot avant l'intervention. Les dommages-intérêts demandés le sont au titre des dommages physiques, moraux, financiers (pertes de salaires) et pour la réduction de sa capacité à travailler à l'avenir. Selon Yahoo, la plainte a fait mal à Tesla, puisque son cours à la Bourse avait reculé de 3% au moment où le marché en entendait parler.

3I/ATLAS, l'objet interstellaire géant, intrigue par sa trajectoire et sa masse record

L'objet interstellaire 3I/ATLAS continue de dérouter la communauté scientifique car de nouvelles analyses montrent qu'il ne subit quasiment aucune accélération non gravitationnelle, un indice révélateur d'une masse hors norme. Les calculs menés par l'astrophysicien Avi Loeb et ses collaborateurs estiment le noyau à plus de 33 milliards de tonnes pour au moins 5 km de diamètre, une taille inédite pour ce type de visiteur venu d'ailleurs. Le résultat ravive d'ailleurs les débats sur l'origine et la nature de 3I/ATLAS, variant entre une « simple » méga-comète et la tentation d'une hypothèse technologique. Alors que l'objet s'apprête à frôler Mars début octobre, de nouvelles observations pourraient apporter la réponse tant attendue.
Pour mesurer la masse d'un corps lointain, les astronomes scrutent les minuscules écarts à sa trajectoire gravitationnelle. Ainsi, plus l'objet est léger, plus l'effet-fusée de ses dégazages le dévie. Or, les 4 022 relevés astrométriques compilés entre le 15 mai et le 23 septembre 2025 montrent un écart maximal de 0,028 arcseconde. « À ce niveau, la seule explication cohérente est une masse d'au moins 33 milliards de tonnes », affirme Avi Loeb, co-auteur de l'étude publiée cette semaine.
Cette valeur découle des données du télescope spatial Webb : le 6 août, l'engin a mesuré un dégazage d'environ 150 kg/s à 440 m/s. Un tel panache, s'il n'altère pas la trajectoire, implique un noyau bien plus massif que ceux des deux précédents visiteurs interstellaires, 'Oumuamua et Borisov, dépassés de trois à cinq ordres de grandeur.

Un casse-tête statistique

Toutefois cette découverte soulève un paradoxe. Statistiquement, les astrophysiciens auraient dû détecter des centaines de milliers d'objets de la taille de 'Oumuamua (≈100 m) avant de tomber sur un mastodonte de plusieurs kilomètres. « 3I/ATLAS constitue une anomalie majeure dans l'inventaire interstellaire », rappelle Avi Loeb. De quoi questionner la représentativité des modèles d'éjection de débris planétaires ou, à l'inverse, la pertinence des hypothèses… plus exotiques.
Loeb, figure médiatique depuis ses travaux sur 'Oumuamua, n'esquive pas la piste technologique. Un objet « manufacturé » expliquerait l'alignement « improbable » de l'orbite avec le plan de l'écliptique (une chance sur 500) et la possible présence de nickel dépourvu de fer, signature d'alliages industriels. « Si le diamètre mesuré par la caméra HiRISE dépasse 5 km, l'hypothèse d'un résidu rocheux naturel devient intenable », écrit-il. Les critiques rappellent toutefois que la comète C/2014 UN271, forte de 128 km, pulvérise déjà ce record, sans que personne n'y voie une usine volante.

Prochaines étapes : Mars et Jupiter comme bancs d'essai

Le calendrier joue en faveur des observateurs. Le 3 octobre, 3I/ATLAS passera à portée de la caméra HiRISE du Mars Reconnaissance Orbiter. Une résolution de 30 km par pixel permettra de contraindre la surface réfléchissante du noyau. Puis, le 16 mars 2026, l'objet croisera la sonde Juno, offrant une seconde salve de données.

Que vaut le nouvel Audi Q3 ?

Il en jette, le nouveau Q3 avec ses airs agressifs et ses optiques futuristes. Un goût du gadget qui n'empêche pas cette 3e génération de capitaliser sur les forces de sa lignée. Voilà un SUV des plus fréquentables… comme ici bardé d'options.

Fin de parcours pour le Q3 lancé en 2018, remplacé très bientôt par cette toute nouvelle génération. L'enjeu est d'importance pour Audi, car le SUV compact demeure sa plus grosse vente en France, devant les A3 et A1. Alors, pour mettre toutes les chances de côté dans ce segment ultra concurrentiel, les Anneaux ont choisi de jouer la base et les qualités du modèle actuel, le tout enrobé dans un emballage agressif à souhait et doté des dernières marottes maison. En l'occurrence des optiques dernier cri et, à bord, une ribambelle d'écrans grand format.

A découvrir, en "vrai", le nouveau Q3 dans la région de Glasgow en Ecosse, on se dit qu'effectivement on est à des années lumières des traits épurés du Concept C présenté à Munich. A l'opposé du futur style d'Audi à l'horizon 3,4 ans, le SUV allemand ne fait pas dans la discrétion avec sa calandre béante et des optiques dernier cri. Ainsi, on peut choisir entre quatre signatures lumineuses, aussi bien devant que derrière (en option évidemment). Avec la possibilité de projeter des alertes visuelles devant le(a) conducteur(trice), tel un flocon pour signaler le risque verglas. La poupe aussi fait un large appel aux diodes, du bandeau courant sur toute la largeur du hayon, aux optiques en passant par les anneaux (2 500 € le tout), tout ce petit monde étant affiché dans un rouge flashy qui tranche bien avec le vert "sage green" inédit de notre Q3.

L'habitacle de l'Audi Q3 est flatteur en S Line

En ouvrant la porte, le spectacle continue. L'aménagement s'inspire des récentes A5/A6, avec deux écrans installés dans une dalle incurvée. Mais, contrairement à ces dernières, la qualité perçue fait ici bonne impression dans cette finition haut de gamme S Line. Bandeau métallisé et revêtement façon suédine devant le passager, les contre-portes et l'entourage de la console centrale, l'ensemble flatte la rétine à un détail près. L'inévitable laqué noir dont abuse les constructeurs, alors que c'est si salissant et sensible aux rayures à l'usage. Le Q3 fait aussi des efforts d'ergonomie. Non seulement il fait l'impasse, côté conducteur, sur la peu pratique platine percluse de touches tactiles des A5/A6, remplacée par des vrais boutons physiques (merci !). Mais il profite de deux nouveaux "satellites" autour du volant. Celui de droite gère la transmission - libérant ainsi de l'espace pour des rangements entre les sièges avant - tandis que celui de gauche contrôle, en autre, les essuie-glaces et les clignotants. Cela demande juste un petit temps d'adaptation, notamment pour apprivoiser la mini molette des essuie-glaces.

L'Audi Q3 n'a pas abandonné le tactile sur le volant…

En prime, l'Audi possède deux rangées de commandes en accès direct : l'une physique, sous les aérateurs (modes de conduite, feux de détresse, caméras, etc.), l'autre tactile en bas de la dalle centrale pour les fonctions de clim' et les sièges chauffants. Au rayon bonnes idées, le Q3 propose une touche "étoile" configurable sur la branche droite du volant. Ici, une pression suffit pour désactiver les énervants "bip" de survitesse. Rajoutez à cela un volant et un siège conducteur aux belles amplitudes de réglages et le chapitre ergonomie mériterait un "sans faute"… sans les touches tactiles présente sur les branches du volant. A conduite avec les mains en position "9h15" avec les paumes posées sur lesdites branches, je pense avoir, involontairement, augmenté le son de la radio au moins cinquante fois la première journée d'essai !

On est bien reçu sur la banquette arrière de l'Audi Q3

Pour le reste, cette 3e itération du Q3 depuis 2011 ne déroutera pas les habitués. A grandir de 4 cm à 4,53 m de long, sans s'élargir (1,86 m), le nouveau venu propose peu ou prou les mêmes (bonnes) côtes d'habitabilité qu'avant. L'espace intérieur s'avère des plus convenables et la banquette arrière propose une longueur d'assise appréciable. En revanche, comme souvent, personne n'aimera s'éterniser sur la place centrale, l'accoudoir servant de dossier n'étant pas moelleux. Mais il faut souligner que l'Audi propose de série une assise coulissante sur une dizaine de centimètres, en deux parties. De quoi agrandir le volume de coffre donné pour 488 l quand la banquette est reculée à fond.

Du confort dans l'Audi Q3… avec l'amortissement piloté

Au lancement, le Q3 est disponibles en trois versions, toutes à traction avant. La gamme démarre avec le 1.5 TFSI ici à l'essai (dès 43 850 €) et propose des variantes TDI 150 (45 990 €) et Hybride rechargeable (272 ch, 55 000 €). Pour les amateurs de Quattro, patience, une variante TDI de 193 ch sera proposée d'ici quelques mois. Quant à "notre" TFSI 150, il est équipé, notamment, du pack Tech Pro (3 250 €) incluant des vitres latérales acoustiques et un amortissement piloté. Sans oublier des jantes de 20 pouces (1 600 €). Pas forcément la monte idéale pour apprécier le confort d'un Q3 livré de série avec du 17 pouces (19 sur S Line). Pourtant, le SUV allemand apparaît des plus fréquentables dans le mode "balanced" activé par défaut sur les routes écossaises pas trop mal revêtues des environs du Loch Lomond - un nom qui résonne dans la tête des "Tintinophiles". Les amortisseurs à 2 chambres peinent à éradiquer tous les battements de roues. Mais ce sont surtout les bruits de roulements qui perturbent la quiétude à bord, les 20 pouces chaussés large (255) infligeant une sonorité sourde sur les revêtements dégradés par la rudesse de la météo locale. Dommage car, le Q3 est silencieux par ailleurs et les vitres acoustiques réduisent efficacement les bruits d'air.

Cet Audi Q3 ne déroutera pas ses habitués sur la route

De son côté, le quatre-cylindres microhybridé assure l'essentiel, un fonctionnement feutré et des relances efficaces pour doubler en sécurité. Mais il ne faut pas lui en demander davantage, les 150 ch ayant plus de 1 600 kg à déplacer. Au moins, si la motricité de cette traction est facile à prendre en défaut sur ces routes alternant entre l'humide et le détrempé, le châssis, en revanche, rassure par son équilibre. Entre les mouvements de caisse bien tenus, surtout en Sport, et la direction offrant un vrai ressenti de l'adhérence, le Q3 est à l'aise. Notamment sur ces routes étroites parsemées de "passing lane", où il faut parfois se jeter - à gauche évidemment - pour ne pas percuter les conducteurs autochtones.

Contrat rempli, donc, pour ce Q3 qui ne déroutera pas les habitués, Audi ayant soigneusement positionné ses tarifs. En TFSI 150, il démarre à 43 850 € quand un Mercedes GLA 180 (136 ch) exige 45 450 € et un BMW X1 sDrive 20i (170 ch), 47 250 €. Pour notre version S Line avec options, en revanche, le tarif s'envole à plus de 55 000 €.

L'EXPLOSION DES VENTES PUIS LA CHUTE TOTALE

La prédiction noire du patron de ZF sur l'automobile après 2035

Le patron de l'équipementier allemand ZF prédit une décennie 2030 sombre pour l'industrie automobile en cas de fin du moteur thermique. Mais rien ne dit qu'elle ne trouvera pas ensuite une second souffle en partant sur d'autres bases. Au jeu des prédictions, que se passerait-il si l'Europe validait définitivement la sortie du moteur à combustion en 2035 ? Beaucoup n'osent même pas l'imaginer, notamment du côté des dirigeants automobiles allemands. Mais chez les équipementiers, il en est qui a pris la parole ces derniers jours pour évoquer le cas de figure de l'automobile en Europe au-delà de 2035. Holger Klein, le patron de ZF, l'un des fournisseurs les plus puissants en Allemagne, s'est livré aux visions sur l'avenir à moyen terme avec une prévision assez sombre pour le milieu de la prochaine décennie. Mais rien n'est joué, et surtout, ce qu'il prédit pourrait bien se produire mais ne pas entraîner de chute totale et définitive.

La fin du thermique, le pire scénario ?

Les mots viennent donc d'un dirigeant qui doit composer avec plus de 10 000 suppressions de postes à temps plein depuis l'année dernière dans le monde. Un patron forcément inquiet, qui a tendance à broyer du noir en cette exercice 2025 pour le moins difficile et semé d'embûches. S'agissant de la fin du moteur thermique, Holger Klein estime qu'il pourrait entrainer une chute partielle de l'industrie automobile en Europe. Rien que ça. « Jusqu'en 2035, de nombreux automobilistes continueront de chercher à acheter des voitures à moteur thermique, et nous atteindrons un pic en 2033 et 2034, où la demande sera plus forte que jamais. Et ensuite, que se passera-t-il en 2035 et 2036 ? La stagnation sera très difficile pour tous les constructeurs automobiles, car ils connaîtront des phases de croissance, puis de déclin. Cette transition difficile sera une phase difficile pour l'industrie ».

Comme un changement de bonus ?

Les prédictions du directeur général de ZF ont probablement du vrai. Il est quasiment certain que de nombreux automobilistes se tourneront vers les derniers modèles hybrides ou thermiques (s'il en existe encore à ce moment là) en 2033 et 2034, anticipant la fin de ces véhicules l'année suivante.

Mais si la chute pourrait effectivement être importante en 2035, ce sera en comparaison d'années 2033 et 2034 exceptionnelles, voire hors du commun pour les ventes.

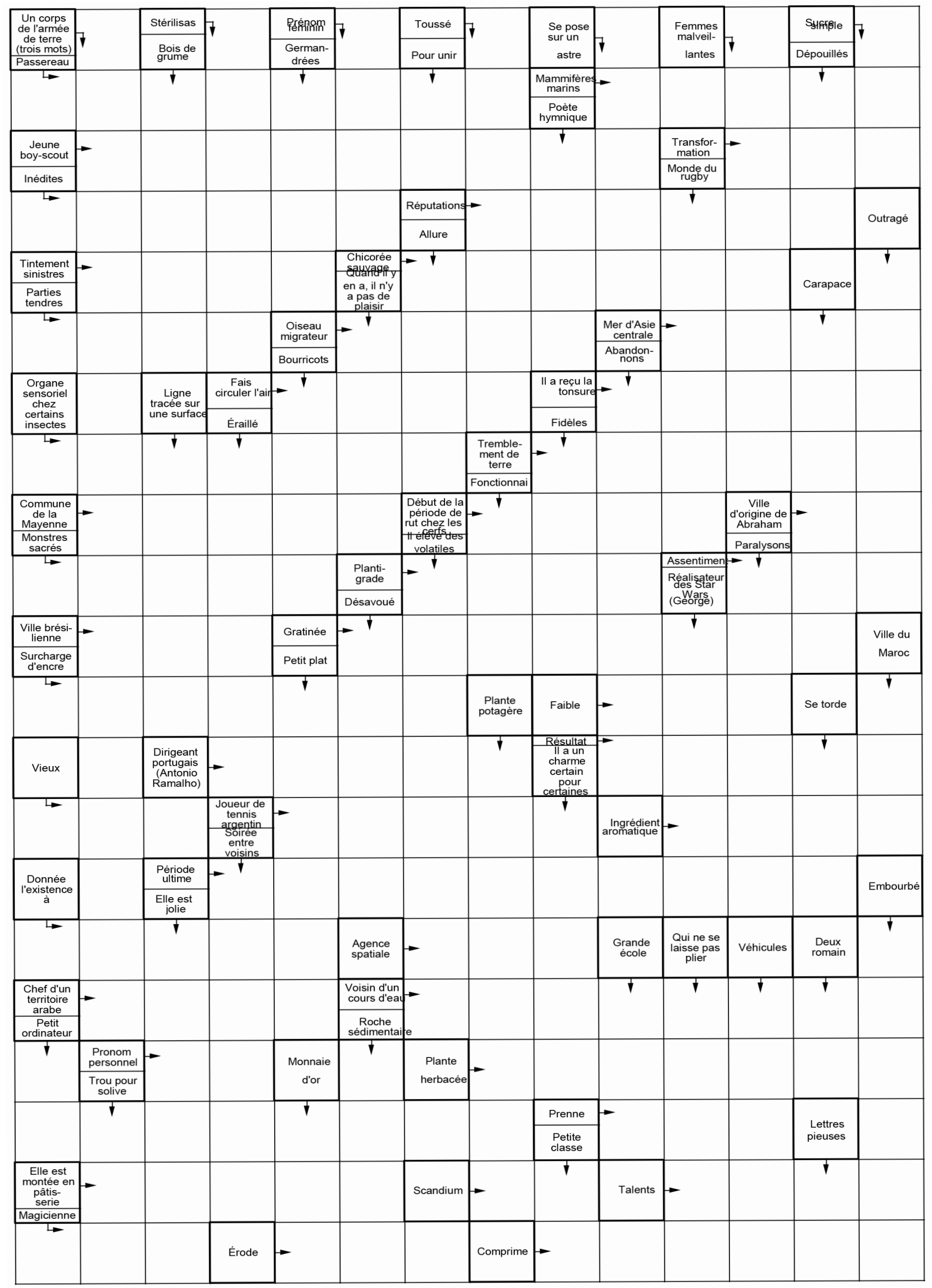
C'est d'ailleurs ce qui se produit souvent, en France comme ailleurs, lorsqu'un Etat décide de changer sa politique fiscale. Les immatriculations d'hybrides rechargeables, par exemple, avaient bondi l'année avant que le malus au poids soit introduit.

Même chose en Allemagne pour les électriques quand l'exécutif avait décidé de supprimer toutes les aides à l'achat : grosse augmentation des immatriculations les mois qui précédèrent le changement, puis chute brutale à partir du 1er janvier. La suite ne se résume toutefois pas forcément à un effondrement total et définitif.

Concernant les électriques en Allemagne, on voit aujourd'hui qu'elles reprennent même du poil de la bête après que l'orage soit passé. Espérons donc pour le secteur automobile une dernière partie de la décennie « 2030 » plus dynamique.

Encore plus si l'Europe parvient enfin à favoriser le développement et le lancement de petites voitures grâce à une règlementation allégée qui libèrerait un peu ce marché inexistant sur le Vieux Continent.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 30 septembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE:

Le Brent à 69 dollars

Les cours du pétrole reculent lundi, sur fond de craintes d'un excès d'offre et de prises de bénéfices après la forte hausse enregistrée la semaine passée. Vers 10h30, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre perdait 1,40%, à 69,15 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, reculait de 1,63%, à 65,40 dollars.

ONDA

Le comédien Faouzi Saichi n'est plus

Le comédien de talent Saichi Boutekhil Faouzi, dit "Rmimez", est décédé, a-t-on appris lundi auprès de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA). Le défunt était parmi les piliers de la scène artistique en Algérie. Il a su captiver le public par ses rôles distingués et la qualité de ses interprétations tant au théâtre qu'à la télévision et au cinéma, laissant derrière lui une empreinte mémorable. En cette douloureuse circonstance, le Directeur général de l'ONDA, M. Samir Thaalbi, a adressé ses condoléances les plus attristées et ses sincères sentiments de compassion à la famille du défunt, ainsi qu'à l'ensemble de la famille artistique algérienne, priant Dieu Tout-Puissant de lui accorder sa sainte miséricorde, de l'accueillir dans son vaste paradis, et d'accorder à ses proches et à tous ceux qui l'appréciaient, patience et réconfort.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or franchit le seuil historique de 3.800 dollars l'once

Les prix de l'or ont dépassé pour la première fois la barre des 3.800 dollars l'once lundi, portés par les anticipations de baisse des taux d'intérêt et les tensions géopolitiques. Vers midi, l'or au comptant progressait de 1,5 % à 3.817,16 dollars l'once, après un pic intra-journalier de 3.831,19 dollars. Les contrats à terme américains pour livraison en décembre gagnaient 1 % à 3.846,90 dollars. La baisse de 0,2 % de l'indice du dollar américain a rendu le métal plus attractif pour les acheteurs étrangers. L'indice des prix des dépenses de consommation personnelle (PCE) publié vendredi, conforme aux attentes, a renforcé les paris sur de nouvelles baisses de taux de la Réserve fédérale en octobre et décembre. Valeur refuge par excellence, l'or a grimpé de 45 % depuis janvier, soutenu par les achats des banques centrales, la faiblesse du dollar et la demande des investisseurs. Pour ce qui est des autres métaux précieux, l'argent gagnait 1,4 % à 46,65 dollars l'once, un sommet de plus de 14 ans. Le platine progressait de 1,9 % à 1.597,18 dollars, son plus haut niveau en 12 ans, tandis que le palladium reculait de 0,6 % à 1.262 dollars.

LNHC

Lancement prochain d'un réseau d'incubateurs universitaires pour renforcer l'innovation

Un protocole de coopération a été signé, hier à Alger, entre le Laboratoire national de l'habitat et de la construction et la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, visant à instaurer un réseau national d'incubateurs dans les domaines de l'habitat, de la construction et du génie géotechnique dans le but de renforcer l'innovation et d'accompagner les étudiants universitaires.
La cérémonie de signature s'est déroulée lors de la première journée des travaux du Séminaire international sur les risques géotechniques et les constructions durables, organisé sous le haut patronage du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, à l'occasion du 47e anniversaire de la création du LNHC, et ce, en présence du secrétaire général du ministère, Said Attia, de représentants de plusieurs secteurs ministériels, d'enseignants et de chercheurs. A cette occasion, le directeur général du LNHC, Fayçal Boukadoum, a souligné que la première phase englobait le lancement de huit incubateurs au niveau de sept pôles universitaires dans les wilayas d'Alger, Oran, Constantine, Bechar, Ouargla, Skikda et Souk Ahras, notant que cette initiative "ambitieuse" permettra de transformer les résultats de la recherche scientifique en solutions pratiques et de renforcer l'innovation appliquée dans les domaines de l'habitat, de la construction et du génie géotechnique. Ces incubateurs permettront au laboratoire de "garantir un environnement innovant pour les étudiants universitaires avec la possibilité d'intégrer les étudiants exceptionnels au sein du laboratoire, l'objectif étant d'assurer le transfert de l'expertise aux nouvelles générations et de s'adapter aux mutations profondes en termes de numérisation, d'intelligence artificielle et de durabilité", a ajouté M. Boukadoum. Dans le même contexte, le même responsable a indiqué que le laboratoire avait accordé une priorité à l'accélération de la transformation numérique à travers l'adoption de systèmes d'information géographique, de systèmes de gestion intégrés et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le traitement des données techniques, outre le renforcement des partenariats avec les universités et les centres de recherche, ainsi que la diversification des domaines d'intervention incluant les études appliquées et environnementales et le développement de la métrologie. Pour sa part, M. Attia, a souligné, lors de l'ouverture du séminaire, organisé sous le thème "Prévention et planification face aux risques naturels", l'importance des études techniques pour réduire les risques, les maîtriser et les gérer afin d'atteindre les objectifs escomptés à savoir la durabilité des constructions et la protection des personnes et des biens. Le secrétaire général a rappelé les réalisations accomplies par l'Algérie dans le secteur de l'habitat, qui en font un modèle "exemplaire" au niveau régional, tant en termes de nombre de logements distribués que d'outils de contrôle, d'expertise et de diagnostic qui ont accompagné la réalisation de ce programme, ainsi que des grandes infrastructures et services publics. Le secteur de l'habitat accorde "une grande importance" à la qualité et à la sécurité dans le processus de réalisation, a ajouté M. Attia, qui a salué "l'expertise et le professionnalisme" du LNHC, qui a mené des études techniques pour plusieurs projets stratégiques et structurants, avec la perspective de contribuer à la concrétisation du programme de réalisation de deux millions de logements d'ici 2029. Le SG a mis en exergue le saut qualitatif réalisé par le laboratoire au cours de ces dernières années dans le domaine du diagnostic et de l'expertise, à travers le renforcement de son parc matériel avec des équipements de haute précision, outre le lancement d'une plateforme numérique innovante, et la mise en place d'un programme spécifique et intégré de formation continue, lui permettant de mener des études précises et efficaces. Lors de la première journée du séminaire, les spécialistes algériens et étrangers ont débattu de plusieurs thématiques liées aux risques géologiques, à l'importance du suivi pour améliorer la gestion des risques géotechniques, à l'impact des changements climatiques sur le secteur du bâtiment, et à l'importance des nouvelles techniques pour faire face aux risques naturels.
Les travaux du séminaire se poursuivront, mardi, pour leur deuxième et dernière journée, au cours desquels seront abordés des thématiques liées aux matériaux innovants et à la durabilité des structures géotechniques, à la réhabilitation des bâtiments, aux technologies avancées appliquées aux risques géologiques, ainsi qu'à d'autres thèmes. Fondé en 1978, le LNHC constitue un instrument scientifique et technique d'accompagnement des grands projets de développement national. Ses missions sont axées sur la qualité et la sécurité des constructions. Il compte plus de 1100 employés, dont plus de 700 ingénieurs et techniciens pluridisciplinaires.

AAPI

Journée d'information sur la réalité et les perspectives de l'investissement à Blida

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et la wilaya de Blida organisent, aujourd'hui, une journée d'information consacrée à la réalité et aux perspectives de l'investissement dans la région, a annoncé l'Agence dans un communiqué. La rencontre sera inaugurée par le directeur général de l'Agence, M. Omar Rekkache, le wali de Blida, Ibrahim Ouchéne, ainsi que le président du Conseil du renouveau économique algérien, M. Kamel Moula. Elle réunira des investisseurs et porteurs de projets de Blida et des wilayas avoisinantes, aux côtés de représentants des administrations et organismes publics, d'organisations patronales et d'institutions bancaires. L'événement constituera une occasion d'exposer les atouts de l'investissement, de débattre des défis et opportunités disponibles, et verra également la remise de contrats de concession de terrains économiques destinés au lancement de nouveaux projets d'investissement, contribuant ainsi au développement de la région et à la création d'emplois.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATION

L'entreprise «HB Technologies» appelée à suivre de près les évolutions technologiques

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a effectué hier une visite de terrain à l'entreprise «HB Technologies», spécialisée dans les solutions technologiques, notamment dans l'électronique et les cartes intelligentes à haute sécurité.
Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République visant à encourager l'investissement privé et à renforcer sa contribution au développement de l'économie nationale. Selon un communiqué du ministère, « le ministre a écouté une présentation détaillée sur les activités de l'entreprise et ses domaines d'intervention, avant d'effectuer une tournée à travers les différentes unités de production ainsi que celles dédiées à la recherche et au développement».
À cette occasion, le ministre a appelé les responsables de l'entreprise à suivre de près les évolutions technologiques rapides et à répondre aux besoins changeants du marché.
Il a insisté sur l'importance d'accroître l'investissement dans les secteurs technologiques à forte valeur ajoutée, tout en mettant l'accent sur la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation.
M. Zerrouki a également souligné la nécessité de valoriser le produit local et d'encourager son utilisation, dans le cadre de la stratégie nationale visant à rationaliser les importations en devises, tout en mettant en avant sa compétitivité et en soutenant les efforts de développement du pays.